

Le Développement des PAROISSES-
SOUCHE
dans l'archidiocèse de Gatineau

Par Mgr J. Marcel Massie
Automne 2012
Résumé et traduction anglaise par :

TROISIÈME PARTIE :
Les paroisses de la Petite-Nation
(souche N.D.-de-Bonsecours)

1. Introduction aux paroisses-souche (paroisses-mères)

À l'été 2006, j'ai commencé à chercher dans les documents écrits des éléments importants en vue de rédiger une ébauche de l'histoire du diocèse. J'avais même préparé un plan de travail assez ambitieux : le développement du territoire et des régions à partir des quatre paroisses mères, l'histoire de chaque paroisse dans un texte de trois pages, l'histoire des institutions scolaires, hospitalières et sociales en lien avec les communautés religieuses impliquées, puis enfin l'histoire du diocèse de Hull depuis sa fondation. Le projet était très ambitieux (trop) puisqu'il couvrait plus de deux cents ans d'histoire. Il a fini par prendre sa forme actuelle en suivant le développement des régions et des paroisses souches.

La première partie de ce plan a été réalisée assez rapidement et, l'année suivante, j'ai entrepris l'étude du développement de l'Église dans la seigneurie de la Petite-Nation. Cette section est plus élaborée. Ces deux documents ont été déposés aux archives, mais ils peuvent toujours être améliorés. Le Comité pour le livre souvenir du 50^e anniversaire de la fondation du diocèse ayant confirmé l'intuition des paroisses mères, j'ai donc repris le travail; il couvre au moins l'histoire des origines de ces paroisses et de celles qui se sont détachées du territoire original; en somme, la période missionnaire et celle de la colonisation. Dans ce contexte d'éloignement et de pauvreté, on ne peut qu'admirer le zèle des premiers missionnaires.

Le présent ouvrage présente le développement interne de chacune des régions nécessitant la fondation de nouvelles structures ecclésiastiques. À partir des quatre paroisses - mères qui vont se subdiviser, nous pourrons voir la séquence historique du développement d'un territoire. Quels sont les facteurs, les circonstances, les causes qui ont entraîné la fondation de chacune de nos paroisses et les liens qui ont subsisté entre elles.

Ce texte pourra, je l'espère, susciter des observations et des commentaires. Il propose un plan, il présente une synthèse, il s'appuie sur une série de citations puisées dans le vaste matériel écrit à ce jour. Les événements qui amènent la fondation d'une paroisse ne sont pas toujours bien documentés, il y a souvent un certain flou historique, des traditions orales non documentées. Je m'en suis tenu à des repères fiables : pour chaque paroisse, la construction de la première chapelle de mission (lieu de culte pour une communauté en formation), l'arrivée du premier prêtre résidant et l'ouverture des registres paroissiaux, la date de l'érection canonique. Il pourra arriver que cette date ne corresponde pas avec celle fournie par la chancellerie ou citée dans l'annuaire diocésain; dans ce cas les deux dates seront présentées, celle entre parenthèses étant celle de la chancellerie. Au début de l'historique de chaque paroisse, ces trois repères seront annoncés avec l'année de construction de l'église actuelle.

DÉDICACE SPÉCIALE

Cette section sur la Petite-Nation avait été dédiée spécialement et remise au Père Bernard Bourassa, S.J. missionnaire au Brésil après avoir été chassé d'Haïti par Duvalier en 1964.

Il était le fils d'Henri Bourassa
Lequel était né dans la Petite-Nation

La dédicace portait : « *au dernier descendant de la plus illustre famille de la Petite-Nation.* »

Le Père Bourassa est décédé au Brésil, le 30 juillet 2009
la veille de la fête de Saint-Ignace.
Il était âgé de 95 ans.

2. BIBLIOGRAPHIE

Spécialement pour l'histoire de la Petite-Nation les ouvrages suivants ont été consultés :

(Les lettres en gras dans les parenthèses sont des références abrégées dans le texte)

BARIBEAU, Claude, *La Seigneurie de la Petite-Nation 1801-1854*, Éditions Asticou, Hull 1983 (**SPN**).

Le matériel de cette recherche sur la Petite-Nation est surtout puisé dans cet ouvrage L'auteur se réfère aux archives de la seigneurie, en particulier sur les contrats de concessions de terre. Il a aussi consulté les registres paroissiaux de l'unique paroisse de la seigneurie avant 1850 et sur l'analyse des recensements de 1825, 1831, 1842 et 1851 (p.18) (Réf. SPN)

CHAMBERLAND, Abbé Michel, *Histoire de Montebello*, Atelier des Sourds, Montréal, 1929; réédité en 1981 (**HM**)

RUMILLY Robert, *Papineau et son temps*, Tome 2, collection Vies canadiennes, Montréal, Fides, 1977 (**Rumilly**)

Paroisse Sainte-Angélique 1853-2003 Papineauville, Éditions Louis-Bilodeau & fils, Sherbrooke, 2003 (**PSA**)

Archives du diocèse de Gatineau (**ADG**)

LAMARCHE, Claude, *Histoire de la Vallée de la Petite-Nation*, publiée par les *Entreprises Commerciales Inc.* St-André-Avellin, 1976. (**HVPN**)

3. La troisième phase du développement de la Seigneurie : de 1847 à l'abolition de la tenure seigneuriale en 1854

Les facteurs de développement :

3.1 Accroissement des concessions de terres

À compter de 1840 s'amorce la troisième phase du mouvement d'occupation du sol. La colonisation se fait davantage vers l'intérieur des terres, L'ouverture de la côte Saint-Joseph avait déclenché la prise de possession du sol au nord de la rivière Petite-Nation et avait conduit à évaluer son potentiel agricole et forestier.

Ensuite, la présence permanente d'un arpenteur dans la seigneurie (John Newman) après 1835 avait permis de procéder aux travaux d'arpentage dans cette région. Aussi, pour faire face à la forte poussée démographique qui marque les années 1842 à 1845, l'agent de la seigneurie concède 104 lots en trois ans, presque la moitié des lots concédés de 1840 à 1854. Après 1845, le décalage entre le moment de la prise réelle du lot et celui de l'émission du contrat est considérable mais le nombre de contrats de concessions octroyés correspond à l'augmentation des effectifs démographiques.

Louis-Joseph Papineau est en exil depuis 1837. À Paris, en 1845, il reçoit un rapport concernant le développement général de la seigneurie qui l'informe du mouvement d'occupation des terres depuis 1830, de la croissance de la population et des perspectives d'avenir encourageantes offertes par les nouvelles côtes situées au nord de la seigneurie. Voici une partie de ce rapport, étant donné son importance :

Côte St-Victor, aussi concédés depuis 1832, il y a deux lots présentement abandonnés. Les terres sont généralement vallonneuses. Les habitants descendants d'Américains des États-Unis y sont assez à l'aise. La côte des Cascades située sur la rivière Petite-Nation a commencé à être concédée en 1834. Il y a maintenant quinze familles d'établies. Elle est boisée en pin, érable, hêtre, cèdre, pruche, merisier, etc. La côte St-Joseph concédée en 1836, même qualité de bois que la précédente,

beaucoup de coteaux, sol excellent. La côte St-Louis, concédée en 1843, est un sol riche couvert de sucrerie et qui promet de mettre bientôt ses habitants à l'aise. Boisée comme la précédente. Les nouvelles côtes St-André, St-Denis et Ste-Julie qui ont été concédées qu'en 1844-45 donnent encore plus d'espérance par leur abondance de bois propre à faire de la potasse et par la richesse de leur sol » (cité dans SPN. p. 77-78)

Il y a dans ce rapport un ton optimiste peut-être un peu exagéré. Papineau songeait alors à vendre sa seigneurie. À la lecture de ce rapport, deux questions lui viennent à l'esprit : est-ce que ces nouvelles concessions vont mettre leurs habitants à l'aise? Quant à lui, pourra-t-il y assurer son avenir et celui de sa famille? Quand il a réalisé que la population est d'environ 1708 habitants en 1844, ces considérations l'incitent sans doute à renoncer au projet de vendre sa seigneurie sachant que désormais elle offre la possibilité d'y vivre avec une certaine aisance ; il décide donc de venir y demeurer.

3.2 Le retour de Louis-Joseph Papineau en 1846.

À l'automne 1844, sur proposition de Louis-Hyppolyte La Fontaine, la chambre des députés fait parvenir à la reine une demande d'amnistie générale pour tous les insurgés de 1837-38. En 1846, l'amnistie est déjà en pratique dans les faits (**Rumilly**, p. 293). Mais Papineau est très hésitant; il reçoit les insistances de sa femme et de ses enfants qui ont déjà quitté Paris pour revenir au pays, certains amis le réclament en souhaitant son retour en politique; puis le rapport de la situation à la Petite-Nation le fait changer d'idée. Fin septembre 1846, il est de retour à Montréal. Il a vieilli, mais n'a pas changé; à soixante ans il conserve son tempérament de fer. Il ne cherche pas une rentrée en politique. Sur le conseil réitéré de son frère Denis-Benjamin, malgré les grandes réticences de sa femme Julie, il décide de s'établir dans sa seigneurie et de l'exploiter personnellement.

Dès son retour dans la seigneurie, il reprend contact avec son censier et son terrier; comme les demandes de terres se multiplient, il adopte un comportement plus prudent en matière de concession. Il exige désormais que le censitaire défriche au moins six arpents avant de recevoir son titre. Il instaure le système de billet de concession qui

avait commencé à prévaloir ailleurs. Il dispose ainsi d'un moyen de pression qui oblige le nouveau colon à mettre sa terre en valeur; il cherche à s'assurer ainsi des revenus suffisants.

Entre 1846 et 1853, Papineau accorde uniquement vingt-six contrats de concessions, c'est-à-dire environ trois par année. Ce nombre ne correspond pas à l'augmentation des effectifs démographiques et au mouvement d'occupation réelle des terres durant cette période, d'autant que les travaux d'arpentage vont bon train. En 1846, le seigneur fait arpenter les côtes St-Hyacinthe et Ezilda (trente-trois nouvelles terres). En mars 1851, dans une lettre à son fils Louis-Joseph-Amédée, Papineau affirme qu'un arpenteur travaille depuis un mois à délimiter cent nouvelles terres (côte St-Pierre) et prétend qu'*elles seront prises d'ici à deux ans. Cette côte occupe une situation stratégique majeure; longeant la rivière Petite-Nation, elle contribuera à développer de nouveaux territoires hors seigneurie : le canton de Ripon sur le point d'être arpenté en 1855 et le canton d'Hartwell en 1864.*

Durant la seule année 1854, 95 contrats de concession en bonne et due forme sont émis, dont la presque totalité dans le seul mois de décembre; ce fait est très significatif. D'une part, il reflète la généralisation depuis 1845, au moins, du mode d'attribution des terres par billets de concession et, d'autre part, cela manifeste surtout l'intention du seigneur de profiter des indemnités prévues par l'abolition du système seigneurial, le 18 décembre 1854. De 1850 à 1854, Papineau cède les dernières terres vacantes au sud de la seigneurie mais il conserve en même temps dans les côtes plus au nord des terres d'une valeur agricole sûre.

Entre 1855 et 1859, même si le régime seigneurial est aboli, Papineau concède encore 32 terres. Au total, de 1810 à 1859, les Papineau, père et fils, ont distribué 477 terres de dimensions variées représentant 57 986 arpents, soit 80% des terres en censive qui apparaissent sur la carte de 1855 (**Tableau XX et carte VIII, cf. p. 92a**). Louis-Joseph Papineau a dû attendre longtemps avant de vraiment profiter du développement de sa seigneurie. Ce n'est pas sans raison qu'il écrit en 1855 : *« je l'acquis en 1817, et tout absorbé comme je fus par les tournants de la vie politique, je la négligé et les progrès furent lents »* (SPN, p. 80)

Sitôt revenu à la Petite-Nation, Papineau entreprend avec l'aide des colons la construction de son manoir qui sera terminée en 1850.

3.3 Forte poussée démographique

Dans cette période de 1840 à 1854, la population catholique de la Petite-Nation va tripler; passant d'environ 1000 âmes à plus de 3000. Cet accroissement est dû à plusieurs facteurs :

- D'abord un facteur migratoire généralisé. Les paroisses anciennes sont surpeuplées il faut absolument trouver de nouvelles terres, on manque d'espace de peuplement. Là commence le flot ininterrompu de l'immigration vers les États-Unis, touchant particulièrement les régions du centre du Québec, du Bas du fleuve et des Cantons de l'Est. La nouvelle population qui s'installe dans la Petite-Nation provient surtout de la région de Montréal, des Basses-Laurentides et de la plaine de Rigaud,
- le secteur agricole (spécialement le long de la rivière des Outaouais) offrait des possibilités intéressantes,
- la présence de ressources forestières importantes dans la seigneurie dont un des dérivés consiste en la production de la potasse; en 1851 on recense 35 potasseries en activité dans la Petite-Nation. Cette même année, le moulin de la Chaudière (aux chutes de Plaisance) donne du travail à plein temps à une quarantaine d'hommes qui font fonctionner 42 scies et produisent un million de pieds de bois par année. Un deuxième moulin donne du travail à une dizaine d'hommes (SPN, p. 106),
- l'accès rapide à la propriété foncière, car les seigneurs Papineau, contrairement à Philémon Wright, sont plus intéressés à attirer des colons payeurs de rentes et sont davantage portés à leur faciliter l'accès à la propriété foncière qu'à en faire des locataires,
- ici, il faudrait voir si la Société de colonisation du diocèse de Montréal a joué un rôle dans cette première vague du peuplement du territoire.

Avec l'arrivée de cette nouvelle population, trois phénomènes démographiques vont apparaître :

- Le recul du célibat masculin :
 Dans les origines, on comprend aisément l'existence d'une présence masculine prépondérante, puisque les travaux de colonisation et la mise sur pied de l'exploitation forestière par Joseph Papineau expliquent le recours à ce genre de main-d'œuvre. Cependant, tout au long de l'histoire de la seigneurie, le pourcentage considérable d'hommes célibataires constitue une caractéristique majeure de la communauté. En 1825, plus de la moitié de la population est constituée d'hommes célibataires (52%) de 18 ans et plus. Lors du recensement de 1831, cette proportion est passée à 44%; en 1842, à 21%. Mais, entre 1842 et 1851, le pourcentage des célibataires masculins atteint à nouveau 29%; c'est une remontée significative d'une nouvelle poussée de l'immigration où de jeunes hommes, devant la rareté croissante des terres dans les anciennes seigneuries, se mettent à la recherche de nouvelles terres.
- La fin de la rareté des femmes :
 C'est un problème connexe au précédent. La supériorité numérique des hommes sur les femmes est une autre caractéristique fonctionnelle de cette population d'immigrants et de forestiers. Le contexte socio-économique explique le phénomène : un endroit de colonisation éloigné, en région forestière, où l'homme passait une partie de l'année hors du foyer, attirait peu de familles et, conséquemment, peu de femmes. De plus, l'absence de route vers l'Outaouais est un facteur non négligeable qui contribue à retarder l'arrivée de familles entières (cf. le tableau XVIII). En 1825, les femmes représentent uniquement 23% de la population. En 1840, elles sont 40%; cependant parmi les personnes de 14 ans et plus susceptibles de se marier, il y a deux fois plus d'hommes que de femmes : 300 hommes pour 153 femmes. Ce phénomène est davantage marqué à Hull à la même date où les femmes ne comptent que 22% de la population totale. Un rétablissement de l'équilibre des sexes se produit à la longue, résultat de la

croissance naturelle, de l'arrivée de familles entières. En 1852, l'écart s'est rétréci : 52% sont des hommes et 48%, des femmes.

- L'augmentation du nombre d'enfants :
L'évolution du nombre d'enfants à chaque recensement jusqu'en 1852 est une autre façon de mesurer l'évolution de la structure par âge. Au fur et à mesure que les années passent, le pourcentage d'enfants de moins de quatorze ans augmente dans la population de la Petite-Nation. Par rapport à la population globale, ils représentent près de la moitié de la population totale. En 1825, ils sont 221 (46%) sur une population totale de 512 habitants. En 1851, ils sont 48%, soit 1 603 sur une population de 3 289. L'augmentation graduelle du nombre d'enfants traduit la diminution progressive du nombre de célibataires. Tout cela éclaire le processus de mise en place de structures démographiques; il faut penser à créer des écoles.

3.4 Amélioration du réseau routier

C'est toujours dans la perspective du développement de la seigneurie que Denis-Benjamin tente d'obtenir en 1829 par l'intermédiaire de son frère à la Chambre d'Assemblée, des subventions pour la construction d'une route entre Montréal et Hull. (SPN, p. 63).

3.5 Développement des écoles

Le début et le développement de l'instruction dans l'Outaouais ont été bien étudiés dans l'histoire de l'Outaouais de Gaffield. (HO p. 234 à 247). En voici un résumé, spécialement en ce concerne la Petite-Nation.

D'abord durant les années 1840-1850 les autorités gouvernementales et les autorités religieuses cherchent un terrain d'entente; les deux instances réclamant leurs droits respectifs dans un système d'éducation. Les autorités religieuses craignent que le gouvernement ne se serve du système pour angliciser la population ; le gouvernement veut payer lui-même les éducateurs, laissant à une population analphabète la charge de construire les écoles.

Puis au début des années 1850, les deux instances se pencheront sur les détails d'une collaboration qui demeurera pratiquement inchangée pendant un siècle. Les parents élisent des commissaires d'école qui choisissent les éducateurs ; ils paient une taxe scolaire et le gouvernement donne des subventions ; le système est sous la responsabilité d'un Conseil de l'instruction publique composé surtout des évêques ; le système est administré par un surintendant de l'instruction publique et par des inspecteurs d'écoles. Dans cette entente, le système scolaire est une institution d'État capable de desservir les membres des différentes minorités religieuses, mais les autorités catholiques joueront un rôle clé tant dans la communauté locale qu'au niveau provincial.

Dans l'Outaouais, les rapports des inspecteurs d'écoles indiquent qu'à compter de 1840 le nombre d'écoles augmente, passant de 15 dans les années 1840 à 64 en 1852 ; pendant cette période le nombre d'enfants inscrits triple. Dans leurs rapports, les inspecteurs ne sont pas satisfaits du développement du système ; ils reportent le blâme sur les parents illettrés qui eux-mêmes n'ont pu s'instruire ; ils dénoncent l'apathie de ces derniers, leur répugnance à apporter leur contribution financière et aussi leur volonté de garder les enfants à la maison.

Le désintéressement des parents est-il le résultat de l'analphabétisme généralisé de la population ? Il faut situer l'histoire de l'éducation dans un contexte socio-économique général.

Dans tout l'Outaouais, le taux d'analphabétisme est très élevé en 1851; par exemple, 5 457 des 18 289 adultes de 20 ans et plus ne savent ni lire, ni écrire, ni même signer leur nom, ce qui influence certainement le développement du système scolaire surtout dans les milieux où ce sont des commissaires ne sachant eux-mêmes ni lire, ni écrire qui sont élus ; en font foi, en 1854, ces enseignants qui se plaignent d'avoir à travailler sous la surveillance des commissaires illettrés et sujets à leurs ordres.

Mais la proportion d'alphabétisation varie grandement d'un secteur à l'autre; il est beaucoup plus élevé dans le milieu urbain (60%) qu'en milieu rural (22%), chez les anglophones que les francophones (60% par rapport à 12%).

Considérant ces grandes tendances, il ne faut pas s'étonner de la grande diversité des taux d'alphabétisation dans l'Outaouais. Lorsqu'en 1851, Denis-Benjamin Papineau estime qu'un seul Canadien français sur trente sait lire et écrire dans la Petite-Nation, il exagère. Ces taux sont meilleurs dans les cantons de Templeton et de Buckingham où entre un tiers et un cinquième des adultes savent lire et écrire dès la fin des années 1830. Aux cours des décennies subséquentes, les taux d'alphabétisation augmenteront dans tous les groupes, mais d'importantes différences subsisteront. En 1861, les données du recensement indiquent que 97%, soit presque tous les adultes du canton anglophone et protestant de Clarendon (dans le Pontiac), sont alphabétisés comparativement à un peu plus du tiers (36%) dans la Petite-Nation. Et les progrès furent lents ; on peut généralement dire que beaucoup d'adultes nés avant 1900 ne savaient ni lire, ni écrire même dans les années 1940...

D'autres explications peuvent aussi être ajoutées. D'abord la fréquentation de l'école n'est pas obligatoire ; il faudra attendre une loi de 1943 pour qu'elle le soit jusqu'à 14 ans. Les conditions de vie sont difficiles : les routes sont mauvaises, les ponts sont insuffisants et les rigueurs du climat n'affectent pas seulement la fréquentation quotidienne, mais elles découragent aussi les enseignants éventuels. En raison d'une population clairsemée dans plusieurs secteurs de la région, les enfants ont souvent à parcourir de longues distances à pied pour se rendre à l'école; les absences sont souvent motivées pour cause de maladies.

Une autre cause est liée à la pauvreté des familles. Dans plusieurs familles, les coûts directs et indirects sont trop élevés pour envoyer les enfants à l'école. Parmi les coûts directs, il faut inclure l'habillement. Ainsi, en 1869, le faible taux de fréquentation à l'école catholique de Hartwell (dans la Petite-Nation) est attribué au fait que les parents « *sont trop pauvres pour vêtir les enfants d'une manière convenable et ils les gardent chez eux* » (DSQ : document de la session de Québec). Les familles sont nombreuses. Plusieurs parents ont besoin de leurs enfants, même à 12 ou 13 ans, pour les aider aux travaux des champs. Un inspecteur va même noter en 1876 que « *la fréquentation est si irrégulière qu'on ne peut s'attendre à un progrès* » ; (note 90 de la page 241).

Dans les districts scolaires, la principale dépense est le salaire des enseignants dont une majorité de femmes ; on cherche à les payer le moins cher possible et les contrats sont annuels. Dans ces circonstances, il n'est pas surprenant que les commissaires éprouvent beaucoup de difficultés à les recruter.

Une *municipalité scolaire Petite-Nation* fut fondée en 1851. Charles Major fut élu à la présidence et François Major, secrétaire. Il y avait alors deux écoles dans la seigneurie, une située à Bonsecours et l'autre à Papineauville. Dans le rapport de l'inspecteur en 1853 nous lisons : « *Cette Seigneurie renferme trois municipalités scolaires. Il n'y a pas une seule localité dans mon district d'inspection où l'éducation ait fait plus de progrès qu'ici...* »

Dissoute en 1853 la *municipalité scolaire Petite-Nation* fut remplacée par des municipalités scolaires locales. C'est ainsi qu'on retrouve une *municipalité scolaire Ste-Angélique* fondée en 1853 qui ouvre une première école française sur la rue Major le 8 août 1854. La première journée, il n'y eut que quatre élèves présents. L'école était située dans une résidence. Il faut dire qu'à cette époque, il n'y avait que 24 maisons dans le village de Papineauville. (Pour ce dernier paragraphe, cf. **PSA**, p. 66-67)

Lorsque l'Église va entrer en scène à compter des années 1860, elle répondra à un urgent besoin. Les curés vont s'en mêler ; certains d'entre eux seront même commissaires d'école. Des communautés religieuses surtout féminines se retrouveront dans presque toutes les paroisses de la Petite-Nation. Puis des écoles normales seront fondées pour préparer des jeunes filles à leur vocation d'enseignantes. On verra le développement de ces institutions scolaires en parcourant l'historique de chaque paroisse.

Deux tableaux :

1)- Nombre d'écoles et d'élèves dans L'Outaouais entre 1852 et 1857
Tableau 2,27, Nombre d'écoles et d'élèves dans l'Outaouais entre 1852 et 1857. (HO, p. 236)

2)- Écoles catholiques et protestantes dans l'Outaouais en 1864

Tableau 2.28, Écoles catholiques et protestantes dans l'Outaouais en 1864 (HO, p. 237)

4. Présence de l'Église

4.1 La paroisse Notre-Dame-de- Bonsecours

Premier missionnaire : 1815

Première chapelle : 1821

Premier curé-résident : 1829

Fondation canonique : 1831

Église actuelle : 1892-1902

On a déjà vu au chapitre précédent que cette paroisse avait déjà été visitée par des missionnaires depuis 1815, qu'elle avait connu ses premiers curés-missionnaires et qu'elle avait été fondée canoniquement par l'évêque de Québec en 1831.

4.2 L'Abbé Joseph Sterkendries, curé de Notre-Dame-de-Bon-Secours

Quand Mgr Bourget visita la seigneurie en 1840, il n'y avait pas de curé résident; la paroisse était desservie par l'Abbé Charland, curé de St-André d'Argenteuil; il était aidé occasionnellement par M. John Brady et par Toussaint Papineau, frère de Denis-Benjamin. Mgr Bourget quitta Bonsecours avec l'espérance d'y envoyer avant longtemps un prêtre résidant. Il avait bien constaté la grande pauvreté des gens et l'état stagnant des affaires de la colonisation; mais il avait été ébranlé et touché par le nombre des confirmés et des baptêmes de l'année, par l'affluence des assistants aux cérémonies religieuses et la forte pression de ces derniers pour obtenir un curé. Aussi, quelques mois plus tard, sur une nouvelle requête des paroissiens respectueuse et touchante, il décida de leur accorder comme curé M. Joseph Sterkendries, jeune prêtre belge âgé de 37 ans; à cette époque la population de la seigneurie s'élève à 2, 835 âmes. (**Alexis**, p. 469).

Le nouveau curé signa son premier acte officiel dans les registres le 2 octobre 1841. C'était un homme pieux mais d'un caractère bizarre et fantasque, vif et irascible, caractère qui lui venait sans doute du mal dont il souffrait (l'épilepsie). En outre, piètre administrateur. Dans les premières années de son ministère, tout marcha relativement bien sans actes éclatants. On trouve à son crédit quelques résolutions de Fabrique pour mieux stabiliser les revenus du curé et de la Fabrique, et l'établissement de la Confrérie du scapulaire en 1842.

Mais tout se gâta à compter de 1845 lorsqu'il s'ingéra dans les élections municipales et scolaires pour faire élire ses propres candidats. Il se forma alors deux clans dans la paroisse, celui du curé et celui du seigneur. Une pétition à l'évêque portant 43 signatures et datée du 24 janvier 1846 demande son renvoi.

Avec le retour d'exil de Louis-Joseph Papineau, en juillet 1846, un nouvel acte allait s'écrire dans les relations entre le seigneur et le curé. Papineau, dans une lettre à son frère Denis-Benjamin (28 septembre 1846) et rendue publique reprocha au curé son opposition au nouveau bill de 1846 sur les écoles. Il faut dire que le curé n'était pas le seul à exprimer son opposition à la nouvelle loi, les Canadiens français en général, échaudés par des lois précédentes, craignaient une atteinte à leurs droits. Mais cette loi de 1846 s'avéra plus juste que les précédentes et les oppositions finirent par tomber. Mgr Bourget jugea les choses à leur mérite; il laissa M. Sterkendries à Bonsecours. La situation était tout de même tendue : les gens étaient toujours pauvres et turbulents, le curé se plaignait de mourir presque de faim et de froid dans son misérable presbytère.

4.3 L'intérêt du nouvel évêque, Mgr Charles-Bruno Guigues

Ses visites pastorales. À peine installé à Bytown en 1848, Mgr Guigues commença la visite de son diocèse. Cette première visite, à travers d'immenses régions qu'on ne pouvait guère parcourir qu'en hiver, en traîneau, fut des plus pénibles et des plus fructueuses. Elle prit la fin de l'année 1848 et une partie de 1849. Le résultat en fut un mémoire lumineux sur l'état du pays. Depuis ce temps, Mgr Guigues ne cessa point, jusqu'à la fin de sa vie, de visiter chaque année le tiers de son diocèse. (**Alexis**, p. 262). C'est ainsi qu'on le retrouve dans la Petite-Nation en 1851 pour une visite pastorale en juin et, en 1854 pour la bénédiction de la première église de Notre-Dame-de-Bonsecours), en 1855, en 1857, en 1859, le 23 octobre 1862 pour la bénédiction de l'église de Papineauville, en 1864, en 1866, en 1869, en 1872 ; chaque fois, il se rendait compte par lui-même des nouveaux besoins.

Mgr Guigues était plein de déférence pour le seigneur Papineau et sa famille. Il est venu plusieurs fois présider des événements de la vie

familiale : en décembre 1851, pour présider les funérailles de Gustave Papineau, fils du seigneur; le 7 août 1855 pour la bénédiction solennelle de la chapelle seigneuriale qui deviendra la chapelle funéraire de la famille; le 17 septembre 1857 pour bénir le mariage de Napoléon Bourassa et d'Azélie Papineau, fille du seigneur; le 18 août 1862 pour les funérailles et l'inhumation de l'épouse du seigneur, Julie Bruneau. Comme on l'a vu dans sa courte biographie, Mgr Guigues porta toujours pour la colonisation un intérêt particulier.

4.4.1 Séquence chronologique de la fondation des paroisses

* 1851 : Saint-André-Avellin

* 1865 : Saint-Casimir de Ripon

* 1881 : Saint-Félix-de-Valois de Chénéville

* 1888 : N.- D.- du- Mont-Carmel de Duhamel

* 1899 : Saint-Émile de Suffolk

* 1915 : Sainte-Valérie de Boileau

* 1902 : N.-D.-de-la-Consolation

* 1902 : Notre-Dame-de-la-Paix

* 1853 : Sainte-Angélique de Papineauville

* 1901 : Cœur-Très-Pur-de-Marie de Plaisance

* 1913 : Saint-Fidèle de Fassett

4.4.2 Les paroisses du front

Les deux premières fondations : quand la chicane autour de l'emplacement d'une église donne lieu à la création de trois paroisses.

La fondation des trois premières paroisses de la seigneurie de la Petite-Nation ne résulte pas d'une planification systématique du seigneur ou de l'évêque; elle fait suite à une série d'événements ou d'incidents imprévus qui se sont déroulés dans une séquence en cinq étapes.

PREMIÈRE ÉTAPE : on songe à la construction d'une seule église au centre d'une paroisse unique.

En juillet 1846, Mgr Jean-Charles Prince, évêque coadjuteur de Montréal, est envoyé à la paroisse de Bonsecours pour y effectuer une visite pastorale. Dans son rapport de visite, au numéro 28, (ADG), sans doute après avoir entendu des commentaires du curé et de certains paroissiens, il indique : « *il y aurait à faire réparer l'église et le presbytère, ou plutôt à rebâtir le tout; et il paraît plus avantageux de changer la place de l'église* ».

La construction date de vingt-cinq ans, c'est toujours la première chapelle bénie en 1821 et servant encore de presbytère. L'idée fait son chemin parmi la population établie sur la ligne de front que l'on va maintenant considérer en deux secteurs, le secteur est et le secteur ouest. L'on songe alors à une seule paroisse avec une église au centre des secteurs.

Le 15 mai 1847, une requête portant 165 signatures, y compris celles de tous les Papineau, est envoyée à l'évêque de Montréal demandant l'autorisation de construire une nouvelle église et un presbytère séparé et « *qu'à peu près au centre du front, il serait facile d'avoir un terrain suffisant pour la bâtisse de l'église, du presbytère et pour un cimetière, et cela dans un local facile d'accès pour toutes les parties* »...Les paroissiens sont prêts à utiliser la bâtisse actuelle pendant encore quelques années, le temps nécessaire pour amasser de l'argent et les matériaux nécessaires.

L'évêque de Montréal agit alors promptement, sachant sans doute que l'annonce de la fondation du diocèse de Bytown était imminente (juin 1847). Il envoie le procureur du diocèse, le chanoine Trudeau, vérifier les faits et dresser un procès-verbal; celui-ci convoque une assemblée de paroissiens, confirme le bien-fondé de la requête et déclare n'avoir rencontré aucune opposition, sauf celle de Joseph Legris, donnée de vive voix (*Ce Monsieur Legris serait-il, par hasard, le grand-père maternel du curé Major? JMM*) L'endroit déterminé se trouvait à cinq milles plus à l'ouest que celui où se trouvait la chapelle, c'est-à-dire à Papineauville.

Le 24 juin 1847, la veille de la fondation du diocèse de Bytown, Mgr Bourget donna son approbation en ces termes : « *Vu et approuvé le procès-verbal ci-dessus et des autres parts, et permis de procéder d'après icelui, dès que le terrain, sur lequel doivent être assises les bâtisses projetées, aura été acquis légalement* ».

En apparence donc, la construction de la nouvelle église semblait décidée dans un accord parfait, sauf la voix discordante de M. Legris.

Juillet 1847 : les réactions ne se font pas attendre.

Plusieurs paroissiens n'étaient pas au courant des décisions de l'assemblée générale : problèmes de communication, d'éloignement, absence de pratique religieuse, car les convocations se faisaient à l'église paroissiale, en tout cas les habitants de la côte St-Hyacinthe protestèrent vivement : ils auraient beaucoup plus long à parcourir pour se rendre à la future église. Puis la zizanie se répandit, les gens du secteur est se réveillèrent. Denis-Benjamin Papineau qui habitait à l'entrée des presque-îles de Plaisance, presque à la limite du secteur ouest, était accusé de favoriser le secteur ouest (ce qui était vrai). On cria à l'injustice. On dévalisait les gens d'un secteur pour en favoriser un autre; on rapprochait les uns de l'église pour en éloigner les autres. Les choses traînèrent en longueur et continuèrent à s'envenimer; il faudra encore cinq ou six ans pour y voir clair et trouver les solutions définitives.

Pendant cette période mouvementée, M. Sterkendries se terra dans le silence et pécha par inaction. Il partageait l'idée des gens de la

partie est de la seigneurie; mais refusa de prendre position officielle par peur, sans doute, de la réaction du puissant seigneur Papineau, et de son frère, Denis-Benjamin, moins puissant mais plus violent en action. Et ce pauvre curé qui ne savait jamais comment sortir d'une impasse se laissa encore écorcher de toute manière (**HM**, p. 186)

Il faut dire aussi qu'entre cette période 1847 et 1851, le leadership diocésain fait défaut : un nouveau diocèse est fondé (juin 1847), le premier évêque n'entre en fonction qu'un an plus tard (juillet 1848), le temps de connaître son immense diocèse et les problèmes pendants, l'absence du nouvel évêque pour une visite en Europe; toujours est-il qu'on ne verra Mgr Guigues dans la Petite-Nation qu'en juin 1851, laissant à trois prêtres administrateurs (Allard, Dandurand et Ryan) le soin de régler les problèmes quotidiens.

En 1849, les gens du secteur est de la paroisse Bonsecours, dans le but de court-circuiter le projet d'une nouvelle église à l'ouest, se mettent à construire un nouveau presbytère, complètement séparé de l'église. Ce n'était pas le manoir Papineau mais tout de même, une maison sans solage, de 40 pieds par 26, n'ayant qu'un étage de huit pieds en hauteur, surmonté d'un large toit qui lui donnait l'apparence d'une station de chemin de fer (**HM**, p. 201) (aussi lettre manuscrite de LJP, **ADG**). À l'époque, qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour avoir dans sa paroisse un curé résident?

4.4.3 Les paroisses du nord de la Seigneurie

Pendant que les gens du bord de l'eau se chicanaien à qui mieux mieux à propos de construction d'église et de presbytère, leurs coparoiissiens du secteur nord marchaient main dans la main pour former une paroisse civile et religieuse, sur des bases solides

Le mouvement de colonisation s'était accentué dans l'intérieur de la Seigneurie. « *Le curé de Bonsecours venait de temps en temps dire la messe mais les nouveaux fermiers devaient se rendre à l'église paroissiale au bas de la Seigneurie pour les sépultures, les mariages et les baptêmes. Il n'y avait aucun moulin et les premiers colons seuls peuvent dire les difficultés qu'ils avaient à surmonter tant pour remplir leurs devoirs religieux que pour leurs affaires temporelles. Les chemins étaient impraticables. Il fallait traverser les montagnes à*

piéd pendant l'été et tout charroyer sur son dos ». (Notes manuscrites du Chanoine Procule Bélanger, écrite en 1893 **ADG**).

Quand les colons jugèrent que leur nombre le justifiait, ils entreprirent la construction d'une chapelle de mission qui fut terminée en octobre 1849. Ils demandèrent à M. Sterkendries de venir la bénir, ce qu'il fit en date du 10 novembre 1849, jour de la fête liturgique de Saint-André-Avellin, d'où le nom donné à la mission et à la future paroisse. Sachant bien que leur « missionnaire » devait affronter bien des ennuis avec les paroissiens du bas de la seigneurie, ils l'invitèrent à venir s'installer chez eux, lui promettant mer et monde, de belles promesses qui ne seront pas toutes tenues.

Le curé Sterkendries s'enfuit à Saint-André-Avellin qui devient paroisse

Il faut bien dire que les colons de la mission de St-André-Avellin avaient tout fait pour amadouer le curé Sterkendries, ayant préparé à la hâte une chapelle-presbytère de belle apparence, en comparaison de ce qu'il avait à Bonsecours. Le naïf et crédule curé se fit prendre au jeu. Sans l'autorisation de l'évêque (lequel était en Europe), après les messes de Noël de 1849, il partit sans tambour ni trompette pour Saint-André-Avellin, à la grande joie des habitants du lieu qui viennent en foule le rencontrer à mi-chemin, mais au grand désappointement des gens d'en bas qui rageaient à la pensée que leur paroisse perdait, par le départ du curé, son titre de « métropole » de la seigneurie pour se trouver réduite au simple titre de « mission » desservie par le curé de Saint-André-Avellin.

Mgr Guigues décida alors de laisser M. Sterkendries à St-André-Avellin mais il lui donna un assistant (ou peut-être un surveillant comme le suggère M. Michel Chamberland auteur de **HM**); c'était le Père Médard Bourassa, Oblat, responsable de la paroisse de l'Original. Ce partage de juridiction entre les deux prêtres leur amena beaucoup d'ennuis, car ils ne voyaient pas toujours les choses du même œil et ne pouvaient pas toujours s'expliquer à cause de la grande distance qui les séparait. Mis au courant de ces malaises entre les deux prêtres, Mgr Guigues intervint charitablement et pria respectueusement M. Sterkendries de rester, à l'avenir, dans ce petit coin de terre qu'il avait choisi de son propre chef. Il y demeurera encore cinq ans.

La suite des événements

Les gens de St-André-Avellin se hâtèrent de faire connaître au Père Allard, l'un des administrateurs diocésains en l'absence de l'évêque, leur désir de se séparer de Bonsecours et de former une nouvelle paroisse. Sans perdre de temps, en janvier 1850, le Père Dandurand, un des administrateurs, vient faire connaître à la population les procédures à suivre. D'abord l'élection de trois syndics; puis la requête des paroissiens, ce qui fut fait en juin 1850. En septembre, le Père Dandurand vient vérifier les faits et les confirme; sur sa recommandation, un premier décret canonique (il y en aura deux autres par la suite) érigeant St-André-Avellin en paroisse est signé par Mgr Guigues, le 26 janvier 1851. Il y avait alors dans la nouvelle paroisse 150 familles toutes canadiennes. La première paroisse de la seigneurie venait de se séparer en deux.

À partir du jour de la bénédiction de la première chapelle, le 10 novembre 1849, St-André-Avellin devint le centre religieux de tous les établissements intérieurs de la seigneurie et des nouveaux habitants qui avaient commencé à s'installer dans les cantons de Ripon et d'Hartwell.

Les gens de Bonsecours prirent donc le départ subit de leur curé comme une humiliation même s'ils ne lui portaient pas beaucoup d'estime.

Monseigneur Guigues, soit qu'il n'eût pas de prêtre à donner aux gens de Bonsecours, soit qu'il voulut les punir de leur triste conduite à l'égard de leur curé, les fit desservir par St-André-Avellin pendant plus d'un an, et ensuite de l'Original jusqu'en 1854.

Les attaques contre leur « nouveau missionnaire » ne se firent pas attendre; elles portèrent surtout sur son administration financière. Les assaillants savaient parfaitement que ce prêtre n'avait pas détourné un seul sou des biens de la Fabrique, mais ils savaient aussi que la question de finances était son point faible, et que ses comptes de Fabrique étaient mal tenus; cela leur suffisait comme moyen de vengeance. Mais le pauvre curé n'avait rien en main pour se justifier, lui qui avait toujours vécu dans l'indigence (HM, p. 188). Même le

seigneur, Louis-Joseph Papineau, s'en mêla, lui qui avait fait voter la Loi des Fabriques en 1831, obligeant les curés et les marguilliers à rendre des comptes aux paroissiens. Alors, les requérants s'en prirent au marguillier en charge, Joseph Goyer, le menaçant de le traîner devant les tribunaux civils; celui-ci, qui avait tenu les comptes de la Fabrique pendant plus d'une année à la manière de son curé, offrit 50 \$ en règlement final, ce qui fut accepté.

La dernière assemblée de Fabrique que M. Sterkendries présida conjointement avec le Père Bourassa fut tenue le 11 août 1851. On discuta alors de la nécessité de faire ériger la paroisse civilement. Le dernier acte enregistré sur le registre de Bonsecours par M. Sterkendries fut signé le 29 août suivant.

D'autres peines et malheurs s'acharnèrent sur lui à Saint-André-Avellin qu'il dut quitter en 1855. Mgr Guigues le nomma assistant à Plantagenet où le curé était chargé de la desserte de Lochaber. Mais il tomba malade l'année suivante, fut transporté à l'hôpital de Bytown et mourut en avril 1856. Il laissa une belle réputation de piété, d'un cœur large et généreux; toute sa vie, il vécut dans la pauvreté.

L'arrivée du Père Médard Bourassa, o.m.i.

Le voici donc cet homme de grande envergure qui va laisser sa marque dans plusieurs paroisses de la Petite-Nation, spécialement à Montebello. C'est par son intermédiaire que va s'opérer la jonction entre la famille Bourassa et la famille Papineau. Son influence dans la Petite-Nation va durer près de 40 ans.

En juin 1850, avec le départ de M. Sterkendries, le Père Bourassa demeurait donc le seul desservant de Bonsecours, ce qui avec l'Original, St-Eugène et Grenville, lui faisait quatre missions à desservir. Cependant, il devait, selon le désir de l'évêque, s'occuper davantage de Bonsecours et y séjourner le plus possible. (**HM**, p. 197). Prêtre depuis six ans, il avait alors 32 ans.

Né le 18 juin 1818 à L'Acadie, il entra chez les Pères Oblats et fut ordonné prêtre dans son village natal le 7 mai 1844. Il est missionnaire chez les Amérindiens, d'abord en Mauricie avec Joseph Moreau puis au Saguenay avec le Père Honorat (**PSA** p. 45). En 1846-1847, il est rattaché à la maison oblate de Bytown et

accompagne le Père Eusèbe Durocher dans les missions des chantiers de l'Outaouais. La région de la Nouvelle-Longueuil (l'Orignal) se développe, Mgr Guigues confie temporairement aux Oblats toutes les missions du secteur et nomme, en janvier 1848, le Père Bourassa missionnaire responsable du secteur qui comprenait Plantagenet, St-Eugène et Grenville, puis à compter de 1850, la mission de Bonsecours. Il était à la tête d'une petite équipe de prêtres. À cette époque (1849-1852) il travaille personnellement à la construction de l'église de l'Orignal, se faisant lui-même maçon et menuisier et trouvant, toujours à point, les ressources financières qui manquaient. Aussi, Mgr Guigues admira-t-il son dévouement et proclama-t-il son église (l'Orignal), une des plus belles du Canada. Il avait sans doute hérité lui aussi du talent de famille qui rendit célèbre son frère Napoléon.

Il était un prêtre intelligent, courageux et d'une grande activité; il ne se plaignait jamais d'un surcroît de travail. Homme de volonté et d'action, il aimait le progrès et ne reculait jamais devant les obstacles lorsqu'il se croyait en bon chemin. Cet ensemble de qualités lui attirait naturellement la confiance de ses supérieurs. C'était un conciliateur, l'homme de la situation pour Bonsecours. Il fut le principal artisan des œuvres nouvelles.

Le Père Bourassa arrive donc à Bonsecours dans une communauté très divisée, au milieu d'une crise entre les paroissiens au sujet du site d'une nouvelle église. Son opinion était formée d'avance. Selon lui, il fallait rebâtir au même endroit, à l'encontre des décisions antécédentes; car il fallait tenir compte de la primauté et de l'antiquité de la première chapelle érigée sur la rive nord de la vallée de l'Outaouais, étant donné encore que ledit déplacement accommodait les uns aux dépens des autres dans des proportions à peu près identiques. Il serait malheureux de voir tomber cette première chapelle en ruine et il fallait au moins reconstruire sur ces ruines.

Denis-Benjamin Papineau ne démordait pas; il envoya à l'évêque une interminable lettre critiquant le Père Bourassa (citée dans **HM**, p. 198 (1851 *date et contenu* ?)...Mgr Guigues ne tint compte ni des arguments de Papineau, ni de ses diatribes. Il connaissait bien le Père Bourassa, lui accorda toute sa confiance et se rendit à son opinion. Tout en se montrant toujours plein de déférence pour les messieurs

Papineau, en sachant bien que ceux-ci n'aimaient pas souffrir la contradiction. Dans les circonstances, la solution logique ne consistait-elle pas à diviser en deux le territoire du sud de la seigneurie et à créer deux nouvelles paroisses. Quelqu'un en a-t-il eu l'idée : Mgr Guigues? Le Père Bourassa? Louis-Joseph ou Denis-Benjamin Papineau?

Terminé en 1850, le manoir est toujours accueillant pour les visites d'amis, anciens et nouveaux. Il arrive au Père Bourassa de fréquenter les soirées du manoir. Papineau l'estime beaucoup; d'ailleurs son fils Lactance, en recherche religieuse, fréquente aussi les Oblats et songe à en devenir un mais sa santé est trop fragile. Le Père Bourassa donne lecture des lettres de son jeune frère Napoléon en voyage d'études en Italie, on admire son talent littéraire.

Fondation de la paroisse Sainte-Angélique

Première chapelle : 1852

Fondation canonique : 1853

Premier curé résident : 1853

Église actuelle : 1903

Première requête. Vers cette époque, autour du moulin seigneurial construit en 1822 sur un ruisseau venant du nord et allant se jeter dans la baie de la Pentecôte, commençait à se construire un petit village qu'on appelait Papineauville, du nom des propriétaires de la seigneurie, mais spécialement de Denis-Benjamin qui demeurait dans le secteur. Encouragés par l'exemple des gens de St-André-Avellin, ceux du secteur commencèrent une agitation dans le but de s'ériger en paroisse séparée.

Le 18 janvier 1851, ils envoyèrent à Mgr Guigues une requête portant la signature de tous les habitants de la partie ouest de la seigneurie ; voici le sens de cette requête: « *La paroisse de Bonsecours grandit rapidement, et voilà que la chapelle est devenue trop petite. Permettez donc aux habitants de Papineauville de se séparer et accordez- leur trois ans pour se bâtir* ». Ils prétextaient un double avantage, pour eux d'abord, et pour Bonsecours, dont la chapelle, après cela, serait suffisante pour longtemps; il ne serait plus

nécessaire de construire une nouvelle église, de simples réparations suffiraient. (**Père Alexis**).

Cette demande entrainait à plein dans les vues de l'évêque de Bytown; il se hâta d'envoyer immédiatement l'autorisation de faire une chapelle, un presbytère et un cimetière, après quoi, il leur donnerait une paroisse canonique. En juin de la même année, il entreprenait la visite de la Petite-Nation; on le retrouve à Saint-André-Avellin le 6, à Papineauville le 15.

La réaction des gens du secteur est.

Lorsqu'ils apprirent cette nouvelle, ils éclatèrent en cris d'indignation. Ce n'était pas assez de leur avoir enlevé Saint-André, on voulait maintenant leur ôter Papineauville. Avait-on pour but de les réduire à la misère, de les priver définitivement de prêtre, de les tenir à jamais dans l'état de mission? Leurs plaintes n'étaient pas sans fondements : les limites proposées se rendaient jusqu'au limites de la chapelle de Bonsecours, la population chuterait dramatiquement. En effet, la population de la paroisse qui s'élevait en 1851 à 2 835 âmes, allait tomber au recensement de 1861 à 969 âmes seulement.

Mgr Guigues, avec son grand tact et sa finesse habituelle, parvint à les calmer. Sans doute aussi, le sens diplomatique du Père Bourassa.

Une lettre manuscrite de Louis-Joseph Papineau datée du 5 février 1853 nous apprend que Mgr Guigues s'était aussi rendu à Bonsecours, qu'il y avait présidé une assemblée peu nombreuse, qu'il y avait été question d'un projet de fondation d'une nouvelle paroisse, que les paroissiens donnèrent leur acquiescement de principe sans se prononcer sur les limites éventuelles de cette nouvelle paroisse. Mgr Guigues fit comprendre aux paroissiens du secteur qu'ils ne seraient pas abandonnés, qu'un prêtre résident se joindrait à eux dès que possible. C'est au cours de cette visite qu'il annexe toute la partie du township d'Alfred située au sud de l'Ottawa et presque vis-à-vis de l'église de Notre-Dame-de-Bonsecours. (Observations de Denis-Benjamin Papineau sur les motifs d'opposition à la division de la paroisse Bonsecours, février 1853 **ADG**). Cette annexion fut temporaire, car à compter de 1854, cette mission fut rattachée à la cure de l'Original. (**Alexis**, p. 340).

Cette période de mécontentement et de divisions eut de si graves effets que la foi des gens en fut ébranlée; le danger s'aggrava encore par la propagande que faisait à cette époque le prêtre apostat Chiniquy; sachant qu'il y avait de la zizanie à Bonsecours, il y envoya des lettres et des pamphlets invitant les gens à se joindre à lui dans sa mission de Bourbonnais en Illinois. Plusieurs se montrèrent intéressés; une lettre pastorale de Mgr Guigues calma les esprits; huit familles seulement se lancèrent dans l'aventure. Ces faits sont rapportés par le Père Bourassa lui-même dans une lettre à son évêque en date du 12 août 1852.

Du côté de Papineauville, on avait déjà commencé à se considérer comme mission puisque le Père Bourassa venait y dire la messe tous les quinze jours; on avait donné à cette mission le nom de Sainte-Angélique, en l'honneur d'Angélique Cornud, épouse de Denis-Benjamin Papineau lequel avait donné le terrain pour les nouvelles constructions. Mais les liens entre Denis-Benjamin Papineau et le Père Bourassa n'ont jamais été faciles; Papineau lui livrait une petite guerre mais le Père était de taille et d'humeur à se défendre (**Rumilly**, II, p. 420)

Nouvelle requête du secteur ouest. Sous le leadership de Denis-Benjamin et du notaire McKay, une nouvelle pétition portant une centaine de signatures, tous des hommes habitants le secteur, fut envoyée à Mgr Guigues en date du 13 décembre 1852, le priant d'ériger immédiatement la mission en paroisse canonique; voici en quels termes :

« Nous avons choisi un terrain dans une magnifique situation, dominant la rivière. Nous avons construit un presbytère, dont le bas servira de chapelle, jusqu'à ce que nos moyens nous permettent d'ériger une église en pierre ou en brique. Dans votre visite du 15 juin 1851, vous avez examiné tous nos travaux et les avez approuvés (note de JMM ; verbalement, non dans le texte) Tous les ornements et objets nécessaires au culte ont aussi été approuvés; le Père Bourassa a commencé à venir dire la messe chez nous, tous les quinze jours, et se propose de continuer à le faire. C'est pourquoi, Monseigneur, nous vous supplions de ne pas attendre les trois ans convenus, mais d'ériger

immédiatement la mission de Ste-Angélique en paroisse canonique. Aussitôt que vous pourrez nous envoyer un curé résidant nous lui constituerons un traitement de cent louis. Nous en donnons, d'ores et déjà, cinquante au Père Bourassa, dont nous n'avons qu'à nous louer. Ce système de traitement nous est plus agréable que la dîme ».

La requête proposait en même temps les bornes de la future paroisse et elles en prenaient large : « *En front, au sud, par la rivière des Outaouais; au nord, par la rivière de la Petite-Nation, à partir de l'intersection de la ligne ouest de la seigneurie avec ladite rivière de la Petite-Nation; à l'ouest, par la ligne seigneuriale jusqu'à l'intersection de la rivière Petite-Nation; à l'est et au nord, par la ligne ouest du domaine seigneurial jusqu'à la profondeur de la côte St-Hyacinthe et le bout des terres de St-Amédée, et le bout actuel des terres situées sur la rive est de la rivière Rouge* » ; ce qui incluait bien sûr les deux presqu'îles du fief de Denis-Benjamin Papineau.

Le 10 février suivant, le Père Aubert, vicaire général et supérieur des Oblats, fut mandaté par l'évêque pour vérifier sur les lieux la véracité des faits et des intentions des paroissiens. Que s'est-il passé exactement au cours de cette assemblée? Des protestations se sont-elles exprimées? Le Père Aubert fit à l'évêque une recommandation en faveur de la fondation de la nouvelle paroisse. Il y eut des réactions écrites qui valent la peine d'être citées

L'intervention du seigneur Louis-Joseph Papineau

Le démembrement de la seigneurie en trois paroisses ne sembla pas d'abord intéresser son propriétaire. D'une part, il était tout occupé à la construction de son manoir commencé en 1845 et terminé en 1854; d'une part, comme il l'admet lui-même, « *étant nouvellement venu sur sa propriété, le seigneur ne connaissait pas encore quelle était la distribution de la population* ». (Lettre au Père Aubert, 5 février 1853, ADG)

Au début des années 1850, dans une lettre à son fils, il manifeste son désir d'aider les paroissiens de la Petite-Nation : « *Je me tourmente à faire bâtir des églises dont je n'ai guère besoin, car le temps vient où je ne pourrai guère sortir de la maison parce que c'est consolation à*

ceux qui y vont et qu'il faut venir en aide à ceux qui ont besoin de consolation » (Lettre à son fils, le 19 mars 1851; aux Archives nationales du Canada **ANC**, vol III, p. 4597, cité dans **SPN**, p. 133)

Ici, il faut corriger l'affirmation de l'Abbé Michel Chamberland qui prétend que le seigneur ne semblait pas intéressé par la division des paroisses (pages 207 et 221); l'Abbé Chamberland n'a sans doute pas eu accès à tous les documents. Au début, le seigneur était contre la division avec Sainte-Angélique pour des raisons de sécurité financière et la capacité de faire vivre un curé. Mais il changea d'avis lorsqu'il s'aperçut que « *la très grande majorité des gens aimaient mieux appartenir à la nouvelle paroisse* » (**idem**). Les gens de Bonsecours se révoltèrent lorsqu'ils apprirent que la nouvelle paroisse prendrait le double du territoire et de paroissiens. Ils crièrent à l'injustice et le firent savoir au seigneur. Celui-ci décida donc d'intervenir et de prendre la tête du mouvement de protestation.

Le 5 février 1853, il écrivit une longue lettre manuscrite au Père Aubert, supérieur des Oblats et délégué de l'évêque pour vérifier la requête des futurs paroissiens de Sainte-Angélique. Cette lettre porte 79 signatures (la plupart avec des croix, comme toutes les requêtes de l'époque); on y sent un peu d'amertume mais le ton est poli, courtois même; il présente objectivement la rétrospective des faits depuis 1846. C'est une longue lettre de sept pages; elle mériterait d'être citée au complet. (Original aux **ADG**) En voici quand même le résumé; il fait valoir :

- que la décision de n'avoir qu'une seule paroisse sur le front de la seigneurie (1847) avait été adoptée précipitamment et trop facilement admise comme fondée,
- qu'une desserte aussi vaste était incommode pour le curé et pour les paroissiens trop éloignés du centre,
- qu'il n'y avait pas d'urgence de bâtir une nouvelle église plus grande et en pierres, car le Père Bourassa, ayant fait examiner la chapelle par des ouvriers compétents, toutes les pièces principales en furent trouvées saines; avec des réparations convenables, l'église pourrait être agrandie et durer bien des années,
- que Mgr l'Évêque avait approuvé le plan nouveau de diviser pour le moment la seigneurie en trois paroisses,

- qu'il ne devrait pas avoir de jalousie ni de sentiments hostiles entre les habitants des ces paroisses dont les mêmes familles se retrouvent dispersées dans chacune d'elles,
- qu'en toute cette matière, les intérêts de la religion comme les affections communes doivent porter à effectuer des changements sans animosité et en toute justice en pensant au bien commun,
- qu'il n'y a pas d'équité quand les requérants de la nouvelle paroisse sollicitent des limites trop étendues qui restreignent trop celles de Bonsecours,
- que lors de la visite de l'évêque en 1851, l'assemblée des paroissiens, quoique peu nombreuse, s'était prononcée pour le principe d'une nouvelle paroisse mais pas sur ses délimitations,
- que la plupart des habitants du bas de la seigneurie et plusieurs des habitants de la côte St-Hyacinthe et du front n'avaient pas été consultés, qu'ils se trouvaient lésés d'être détachés de l'ancienne paroisse et qu'ils ne donnaient pas leur consentement,
- que la superficie du territoire et l'ensemble de la population de la nouvelle paroisse équivaldrait au double de ce qui reste pour Bonsecours,
- on prétend que la paroisse Sainte-Angélique ne pourra plus s'agrandir; celle de Bonsecours est limitée dans les faits par la chaîne de montagnes qui commence sur la première concession; le nord va continuer à se développer plus vite et il y aura une nouvelle paroisse au nord bien avant le développement du secteur est de la seigneurie (*vrai : Notre-Dame-de-la-Paix, en 1902, située dans la seigneurie JMM*)
- que la majorité des propriétaires de Bonsecours sont les plus anciens tenanciers Canadiens catholiques qui ont eu à souffrir pendant des années pour surmonter les obstacles du premier établissement : construction de la chapelle, soutien du pasteur,
- que c'est dans cette paroisse que l'immense majorité des gens de la seigneurie ont reçu les saints sacrements : baptême, mariage, enterrement et qu'il est donc normal qu'ils conservent des souvenirs de respect et d'affection pour l'église mère à laquelle ils ont appartenu,

- que s'il y a un motif légitime de réjouissance de voir les nouveaux venus s'intéresser à la fondation d'une nouvelle paroisse, ces gens doivent aussi être justes pour les autres,
- qu'il ne faudrait pas que cette précipitation à préparer une résidence pour le missionnaire serve de prétexte pour amener celui-ci à l'habiter alors qu'à Bonsecours on vient de lui préparer un presbytère

En conséquence, les pétitionnaires demandent avec confiance la justice de l'évêque pour

1. garder l'avantage d'avoir leur curé résidant au milieu d'eux
2. considérer les dépenses récentes pour loger le curé, agrandir et orner l'église par « *d'habiles ouvriers sous la direction de leur zélé missionnaire, le Révérend Père Bourassa* »
3. « *que Sa Grandeur donne aux nouveaux paroissiens tout ce qu'elle voudra, nous applaudirons à sa libéralité, mais nous avons droit à sa justice, pour que l'on ne diminue en rien les avantages dont nous sommes en possession.*

Puis le seigneur fait sa propre proposition de limites territoriales, corrigeant ainsi celles de la requête des gens de Sainte-Angélique; on devrait plutôt dire celles proposées par son frère Denis- Benjamin et le notaire McKay; et il termine sa lettre ainsi : « *le tout respectueusement soumis à la justice et à la décision équitable de Sa Grandeur* ».

Le plan de Denis-Benjamin poussait la limite-ouest de la nouvelle paroisse jusqu'à la ligne du domaine seigneurial, à quelques arpents seulement de la chapelle de Bonsecours. Celui de Louis-Joseph propose de la fixer plus à l'ouest, à la ligne de division entre les lots 44 et 45 du front.

Réplique de Denis-Benjamin Papineau

Elle ne se fait pas tarder. La même semaine, ayant sans doute en main la requête du seigneur, il y répond point par point. Dans un document qui porte le titre : « Observations sur les motifs d'opposition à la division de la paroisse de Bonsecours demandée par requête du 30 novembre 1852 et présentée à Mgr l'Évêque de Bytown », il veut prouver que les motifs

d'opposition du seigneur et de ses adhérents sont mal fondés; les voici en résumé :

- en 1847, il n'y avait pas seulement le front de la seigneurie qui était développé; tout ce qui forme la paroisse actuelle de St-André-Avellin (1852) était déjà établi,
- les requérants ne demandent que la juste moitié du front de la seigneurie et ne prétendent pas restreindre trop les limites de Notre-Dame-de-Bonsecours,
- ils laissent les ornements d'église, les vases sacrés, les meubles à des gens plus riches qu'eux-mêmes (note : on prétend alors que les habitants de l'est de la seigneurie sont plus fortunés),
- les gens ne doivent pas dire qu'ils sont pris par surprise, car cette question traîne depuis près d'un an,
- il y a des inexactitudes dans le calcul des superficies de certaines parties du territoire et, de plus, il faut tenir compte des lots possédés par les protestants,
- les côtes Égilda (*sic, le vrai nom est Ézilda*) et Azélie actuellement arpentées pourraient bien augmenter prochainement (Note de JMM : *mais elles sont situées dans la partie montagneuse de l'est de la seigneurie,*
- la paroisse de St-André-Avellin, située dans une partie inégale et plus rocheuse que la chaîne de montagnes dont il est question, s'est pourtant développée très rapidement en moins de dix ans, à compter de 1843; la même chose pourrait arriver à Bonsecours
- il est inexact de dire que la majorité des paroissiens de Bonsecours sont les plus anciens tenanciers,
- les anciens tenanciers n'ont jamais payé les billets qu'ils avaient promis au premier seigneur, Joseph Papineau.
- ce sont mes parents (Joseph Papineau et Rosalie Cherrier) qui ont payé les vases sacrés et la cloche, pas les tenanciers; *« moi-même, j'ai fourni l'argenterie pour en faire faire ».*
- Nos requérants n'ont jamais émis la prétention de se prévaloir de leur nombre pour exiger la résidence du curé parmi eux tant qu'il n'y en aura qu'un seul pour desservir les deux paroisses; ils sont même prêts à s'engager par écrit à ne pas demander cette résidence,

- pourquoi cette opposition alors qu'on ne fait que demander un an plus tôt ce qui nous avait déjà été promis; cette question est publique depuis deux ans; comment prétendre ne pas en être informé.

La décision de l'évêque

L'évêque de Bytown avait donc sur son bureau quatre documents concernant la fondation de la nouvelle paroisse : la requête des paroissiens du secteur- ouest de la seigneurie datée du 30 novembre 1852, le rapport favorable du Père Aubert suite à sa rencontre avec les paroissiens le 5 février 1853, la requête du seigneur Papineau et la réplique de son frère. De nouveau, il prit sans doute l'avis du Père Bourassa qu'il connaissait bien; en tout cas, c'est l'opinion de celui-ci qui prévalut. On sait que le Père Bourassa n'était pas opposé à la fondation de la nouvelle paroisse puisqu'il allait y dire la messe tous les quinze jours dans le nouveau presbytère-chapelle et qu'il y recevait un traitement convenable. Mgr Guigues déplorait depuis longtemps les divisions incessantes des fidèles de la Petite-Nation. Le temps était venu de prendre une décision; et il la prit.

Le quinze février 1853, il fonda canoniquement la nouvelle paroisse Ste-Angélique en lui donnant les bornes proposées dans la requête par Denis-Benjamin Papineau et le notaire MacKay. Dans son **HM**, Mgr Chamberland prétend que « ces messieurs usèrent grandement de leur influence auprès des autorités religieuses qui ignoraient tout des lieux et n'avaient personne en vue, du côté des opposants, pour les renseigner, sauf l'Honorable Louis-Joseph Papineau qui, en définitive, s'en remettait « *à la justice et à la décision équitable de Sa Grandeur Monseigneur l'Évêque de Bytown* » (Requête du 5 février 1853 **ADG**). Il est vrai que les limites des deux paroisses étaient discutables, que la nouvelle paroisse se rendait aux limites de la seigneurie. Mgr Guigues savait que sa décision risquait de susciter des cris d'indignation; il était « convaincu qu'il n'y aurait jamais de paix entre les gens d'en haut et les gens d'en bas de la seigneurie » (**HM**, p. 208) Le jour même de la fondation de Ste-Angélique, le quinze février, il écrivit une lettre pastorale aux gens de Bonsecours pour calmer les esprits, une lettre pleine d'onction, de bonté et de finesse.

Tout le secteur ouest de la paroisse Ste-Angélique sera démembré en 1901 par la création d'une nouvelle paroisse, Cœur-Très-Pur-de-Marie de Plaisance.

Quelques notes biographiques sur Denis-Benjamin Papineau

Quelques mois plus tard, le 20 janvier 1854, mourait Denis-Benjamin Papineau à l'âge de 64 ans. Le Père Bourassa avait réussi à le convaincre de recevoir les derniers sacrements et même à « demander pardon aux personnes présentes du scandale qu'il avait causé aux paroissiens, depuis tant d'années qu'il ne recevait pas les sacrements » (Bourassa à Guigues, 6 janvier 1854; cité dans Rumilly, II, p. 421). Le Père Bourassa venant de quitter la région, c'est l'Abbé Mignault qui présida les funérailles; celui-ci venait d'être nommé curé de Bonsecours et de Ste-Angélique. Denis-Benjamin Papineau fut inhumé dans le cimetière local.

Denis-Benjamin Papineau est né à Montréal le 13 novembre 1789, fils de Joseph Papineau et de Rosalie Cherrier. Il étudia au petit séminaire de Québec de 1801 à 1807. En 1808, il accompagne son père dans la Petite-Nation; celui-ci lui confie le poste d'agent seigneurial : il remplira cette fonction pendant près de quarante ans, d'abord au nom de son père puis, à partir de 1817, pour son frère Louis-Joseph trop occupé par la vie politique. Lorsque celui-ci revint d'exil en 1846, il prit personnellement la gérance de la seigneurie; Denis-Benjamin eut alors le loisir de s'engager dans la vie politique de 1842 à 1848, comme député du comté d'Ottawa (qui correspondait alors à peu près à l'Outaouais québécois d'aujourd'hui); il fut ministre durant toute cette période et même chef du gouvernement de 1844 à 1847. Dans la Petite-Nation, il s'occupa de peuplement et d'exploitation forestière. En 1822, il acquit le fief de Plaisance (les presqu'îles), fit l'élevage des chevaux et des moutons. À compter de 1825, il fut aussi marchand et maître de poste. Il avait épousé à Montréal, en 1813, Angélique Cornud . (Note : DBC)

La paroisse de Bonsecours s'ajuste et s'organise.

La lettre de Mgr Guigues eut comme un effet magique sur le cœur des fidèles de Bonsecours; elle reproduisait bien l'opinion du Père Bourassa qui souhaitait que la paroisse Notre-Dame-de-Bonsecours

ne perde pas son titre de paroisse mère, qu'elle devrait être le lieu de résidence du missionnaire puisqu'un presbytère, distinct de la chapelle, était déjà en construction depuis 1849. De plus les travaux d'expertise qu'il avait fait faire sur l'ancienne chapelle révélèrent que les pièces principales étaient encore saines ; qu'il suffisait de réparer et d'agrandir la chapelle pour en faire une véritable église.

Après avoir exhorté les paroissiens à recevoir sa décision comme l'expression de la volonté de Dieu, Mgr Guigues ajoute :

« L'esprit de sagesse et de paix qui, grâce à votre bon esprit, et grâce aussi aux personnes honorables qui vous servent de guides, a présidé à votre dernière réunion, nous prouvent que vos esprits sont préparés et que le démon de la division n'aura plus d'accès auprès de vous. Les deux années qui viennent de s'écouler vous disent par elles-mêmes, plus que nous le ferions, les avantages attachées à l'union et à l'esprit de paix. Votre presbytère bientôt terminé; votre église qui, dans quelques mois, apparaîtra avec tant de noblesse sur les rives de l'Ottawa, tous vos cœurs satisfaits... prouvent hautement que le plus grand des malheurs serait de donner le moindre accès au démon de la discorde.

Gardez-vous donc de vous exagérer les sacrifices que l'on demande de vous, gardez-vous surtout de vous livrer aux craintes chimériques que Ste-Angélique aura la préférence pour la résidence du prêtre. L'église de Bonsecours n'est-elle pas la mère? Serait-il juste de lui préférer les enfants?...

Continuez donc avec courage vos œuvres. Restez toujours unis et montrez que si vous savez faire valoir vos droits, vous savez, avant tout, montrer cette soumission qui fait l'homme raisonnable et le bon chrétien. (Lettre de Mgr Guigues en date du 15 février 1853, citée dans HM, p. 209-210).

En somme, ce que l'évêque promettait c'était un curé résident dès que la chapelle et le presbytère auront été mis en bon ordre. Les paroissiens dont les hommes du seigneur se mirent à l'œuvre (SPN, page 133, note 60). On termina le presbytère, offrant un logement propre et convenable pour le curé, on rebâtit la maison du bedeau, on

construisit une chapelle mortuaire pour la nouvelle paroisse. Le seigneur fit savoir à l'évêque que

« vu la nouveauté de beaucoup d'établissements et de la pauvreté très générale des tenanciers, il est au-dessus de leur moyen de bâtir, d'ici à plusieurs années, une église nouvelle et un autre presbytère, mais sont prêts à contribuer avec grand zèle et selon tous leurs moyens possibles, c'est-à-dire, à faire les dépenses nécessaires et utiles pour faire à leur église actuelle les réparations pour que le culte y puisse être exercé avec la décence et la solennité convenables ». (HM, p. 211).

Mgr Guigues s'empressa d'assurer les requérants qu'il accédait bien volontiers à leur demande si légitime et si pondérée, qu'il verrait même à les aider pour conduire leur entreprise à bonne fin (*cf. Note sur la Propagation de la Foi, p. 69*). Mais il leur demandait en même temps la bonne entente qui leur avait si souvent fait défaut.

Au printemps 1853, les travaux du presbytère terminés, on se mit à la restauration de la petite chapelle de 1821; on la changea en église de bonne grandeur, avec bancs neufs et sacristie. Les paroissiens rivalisaient de zèle avec leur prêtre, toujours missionnaire et responsable d'autres missions. De part et d'autre, on était content de garder et de respecter le site de l'ancienne chapelle. Les choses furent bien faites. La nouvelle église fut même considérée comme l'une des plus belles du diocèse. Mgr Guigues se fit un plaisir de venir la bénir le 9 février de l'année suivante, 1854. Cette première église servira au culte jusqu'en 1894. Mais le Père Bourassa était parti; il avait quitté la paroisse un mois plus tôt.

La paroisse Notre-Dame-de-Bonsecours sera de nouveau démembrée en 1913 avec la fondation de la paroisse St-Fidèle de Fassett.

Départ du Père Bourassa

Le Père Bourassa était fier de ses œuvres et particulièrement de la bonne entente revenue entre les paroissiens; il songea même un instant à s'établir à Bonsecours pour y devenir curé; ce que son évêque lui aurait facilement accordé, mais, il changea d'avis après avoir bien

sondé le terrain; plusieurs paroissiens lui reprochant de n'avoir pas suffisamment défendu leur position dans le conflit avec ces gens de Ste-Angélique. De plus, une mésentente avec le seigneur Papineau n'est pas étrangère à sa décision.

En 1853, le Père Médard Bourassa, est toujours membre de la communauté des Pères Oblats; Mgr Guigues est aussi membre de cette communauté. De 1847 à 1854, il est supérieur de la maison oblate de l'Original. Il songe aussi au bien-être matériel de ses confrères. Pourquoi pas une maison de repos pour les Pères Oblats dans la seigneurie? Qui en a eu la première idée, lui ou le seigneur Papineau? Le seigneur y trouve là un très beau projet mais ne fait aucune offre financière. Le Père Bourassa présente ses frustrations à l'évêque dans une lettre du 6 janvier 1954 :

« Maintenant que j'ai en partie fini les travaux d'église et du presbytère et que je respire un peu, parlons d'affaires. Le seigneur, Louis-Joseph Papineau, et moi-même, nous avons témoigné le désir de fixer notre résidence ici. J'ai réfléchi depuis, et je crois devoir y renoncer. Le local offre certainement de grands avantages sous le rapport de la tranquillité et de la salubrité, et serait très utile pour les Pères malades de la communauté qui auraient besoin de repos et du bon air de la campagne. Le seigneur paraissait y tenir beaucoup. Je m'attendais, en conséquence, à avoir de sa part des offres généreuses pour notre fondation. Mais il paraît que le bon monsieur est sous l'impression que, avoir l'honneur de demeurer près de sa magnifique résidence supplée à tous les besoins de la vie; en conséquence, aucune offre. Or, comme d'après ma longue expérience, j'ai acquis la certitude que le bon air seul ne suffit pas à la vie, mais qu'il faut encore quelque chose sous la dent, je vois qu'il devient impossible, à nous, de nous fixer ici malgré le bon air et la belle demeure » (Cités dans **HM**, p. 212-213)

Mgr Guigues se rendit au désir de M. Bourassa en le déchargeant de la mission de Notre-Dame-de-Bonsecours. Mais il y reviendra un jour.

Le Père Bourassa fut donc rattaché à la mission de l'Original de 1847 à 1854; il y dirige un petit groupe de prêtres Oblats et séculiers qui desservent cette mission et celles de la région : Plantagenet, St-Eugène, Grenville et Bonsecours ; les Pères Mignault, Tabaret, Coopman et l'Abbé David se partagent le ministère avec lui. On

retrouvera bientôt deux de ces prêtres comme curés dans la Petite-Nation. Le Père Bourassa est plein d'énergie; il n'est pas homme à se plaindre d'un surcroît de travail; et il possède aussi des talents manuels; c'est ainsi qu'il travaille à la construction de l'église de l'Original entre 1849 et 1852. Lorsqu'il quitta l'Original en novembre 1854, il emporta d'universels regrets (**Alexis**, p. 329); il cède alors sa place à un prêtre séculier, M. O'Malley.

On perd sa trace entre le 27 novembre 1854 et le 17 septembre 1857 où on le retrouve à Bonsecours pour le mariage de son frère Napoléon avec Azélie Papineau, la fille du seigneur. On sait qu'il est très présent à sa famille et qu'il use de son influence pour faire infléchir le seigneur toujours opposé à ce mariage. (cf. Liens entre les familles Papineau et Bourassa)

Une période d'instabilité pour les trois nouvelles paroisses (1851-1859)

Dès le début de la décennie de 1850, les démarches de Mgr Guigues pour obtenir de nouveaux prêtres du fruit. De 1848 à 1855, il a la joie d'ordonner vingt-cinq prêtres, des Oblats et des prêtres séculiers venus des Hautes-Alpes françaises faire leurs études théologiques au séminaire d'Ottawa situé dans l'évêché. Durant leur période de formation, ils sont souvent appelés à enseigner au collège de Bytown où on insiste pour qu'ils acquièrent une connaissance théorique et pratique des deux langues.

Au moment du départ du Père Bourassa, en 1854, l'Abbé Sterkendries est toujours à St-André-Avellin; mais il doit quitter la paroisse en août 1855, son caractère bizarre ayant suscité une grave division entre les paroissiens; l'objet du litige? Encore la question du manque de contributions financières des paroissiens; la plupart sont pauvres, d'autres sont de mauvaise foi (**Alexis**. P. 475).

Pendant trois ans va se jouer un jeu de chaise musicale entre les nouveaux et jeunes prêtres envoyés comme premiers curés dans chacune des trois paroisses de la seigneurie. Voici leurs noms :

- Arthur Mignault, Canadien né à Chambly le 4 janvier 1831, ordonné prêtre le 8 janvier 1854. Immédiatement après son

ordination, il arrive comme curé de Bonsecours et de Papineauville, remplaçant le Père Bourassa. Il n'est âgé que de 23 ans.

- Joseph David, français né à Gap le 9 octobre 1823 (**HM**, p. 227), vers 1829 (d'après **Paroisse Ste-Angélique 1853-2003**, p. 46) ordonné à Bytown le 9 octobre 1853. Il commence son ministère dans l'équipe des prêtres de l'Original, desservant de Grenville, puis on le retrouve à St-André-Avellin comme successeur de l'Abbé Sterkendries; c'est lui qui ouvrit les registres paroissiaux (13 septembre 1855); mais son administration est en butte à la contradiction. Un an plus tard, il est à Bonsecours, puis à Papineauville en 1857.
- Gustave Ébrard, français né à Gap (Hautes-Alpes); ordonné à Bytown le 8 juillet 1855. Vicaire de l'Abbé David à St-André-Avellin en 1855; il le remplace comme curé de 1856 à 1859.
- François Amand Coopman, Oblat, né en Belgique le 26 mars 1826 et ordonné à Bytown le 18 janvier 1852. Il était rattaché à l'équipe oblate de l'Original; même après le départ du Père Bourassa il continua à aider occasionnellement les prêtres de la Petite-Nation. (*En note : c'est lui qui avait reçu la profession de foi de Denis-Benjamin Papineau sur son lit de mort en janvier 1854* (Bourassa à Guigues, lettre du 6 janvier 1844, citée dans **Rumilly**, p. 421)

La décade de 1850 vit donc la fondation de deux nouvelles paroisses détachées de la paroisse mère. [St-André-Avellin en 1851 et Papineauville en 1853]. Il fallut attendre encore quelques années pour que chacune de ces paroisses prenne son envol et commence à s'organiser sur des bases solides avec un curé permanent, stable, au caractère affermi et avec une expérience préalable. Deux facteurs expliquent l'insécurité de ces années.

Les trois paroisses, bien qu'érigées canoniquement, n'étaient pas encore en état, à ce moment-là, de faire vivre un curé respectif; il est vrai que la population ne cessait d'augmenter surtout au nord de la seigneurie, mais la pauvreté ne diminuait pas. [**HM**, p. 227-228]. La pauvreté était donc réelle à la Petite-Nation. Elle existait à l'état endémique depuis plus d'un demi-siècle.

L'autre cause est due à la personnalité même des prêtres. D'abord ils manquent tous d'expérience (sauf le Père Bourassa) ; ils sont tous dans la vingtaine sauf l'Abbé Sterkendries dans la trentaine. Les jeunes prêtres français se trouvent immergés dans monde culturel différent. Certains suscitent la critique, soit par leur mode vie [trop différent de celui des gens ordinaires dans le cas de l'Abbé Mignault], d'autres ont des faiblesses de personnalité face à la désinvolture de certains paroissiens (Sterkendries et Ébrard). Seul M. David réussit à laisser sa marque.

Lors de sa visite pastorale de 1857, Mgr Guigues se rendit bien compte que l'organisation religieuse dans la Petite-Nation laissait beaucoup à désirer; qu'au début d'une fondation, il fallait un leader ferme et expérimenté capable de s'ajuster aux têtes fortes, à commencer par celle du seigneur et à prévenir les divisions éventuelles. Surtout le facteur de stabilité du personnel était indispensable au progrès des communautés.

Ainsi chacune des trois paroisses commença une nouvelle ère de développement avec l'arrivée des prêtres suivants :

- à Ste- Angélique, en 1857, avec l'Abbé Joseph David ; âgé de 33 ans, il avait administré préalablement les paroisses de Bonsecours et de St-André-Avellin. Très apprécié de ses paroissiens, il s'empressa de faire les démarches nécessaires pour obtenir l'érection civile de la paroisse Ste-Angélique [19 août 1859 qui devint alors la première paroisse de la Petite-Nation à être érigée civilement ; chose indispensable, quand on veut prélever une taxe légale sur les propriétés. M. David restera neuf ans à Papineauville.
- À Bonsecours, en 1857, avec le retour du Père Médard Bourassa ; prêtre depuis 13 ans, âgé de 39 ans, il revenait dans la Petite-Nation après un premier séjour de quatre ans (1850-1854). Cette fois-ci il y restera pendant 30 ans.
- À St-André-Avellin, en 1859, avec l'Abbé Casimir Guillaume. Prêtre français né au diocèse de Gap le 4 mars 1830, ordonné le 17 juillet 1859 par Mgr Guigues. La paroisse de St-André-Avellin est sa première assignation, il y arrive à l'âge de 29

ans ; prêtre zélé et cultivé, il y demeurera pendant quatorze ans.

Quelques questions connexes :

1)-Les années 1850 nagent en plein développement

Les ventes des terres s'accroissent ; de nouvelles parties de la seigneurie se développent, c'est le cas de la côte St-Pierre à St-André-Avellin qui s'ouvre sur les cantons de Ripon et de Hartwell. On assiste à l'abolition de la tenure seigneuriale en décembre 1854; mais Papineau est toujours propriétaire de ses terres non concédées et continue à en vendre ; il garde le titre de seigneur. Le notaire Edouard Leduc termine l'arpentage du canton de Ripon en 1855 ; déjà les premiers colons ont commencé à s'installer autour du lac Grosseau et sur la rive ouest de la Petite-Nation. M. de Papineauville projette d'exploiter les chutes non loin de ce lac. Le village de Papineauville a commencé à se développer autour de la chapelle-presbytère et du moulin seigneurial.

2) Les activités du seigneur Louis-Joseph Papineau

M. Papineau est en pleine forme et débordant d'activités. Il fait commencer des défrichements, des ponts, des chemins, de clôtures. Il fait planter des pommiers, vend ses cordes de bois, accorde des concessions. Il fait construire une digue, près du moulin qu'il projette d'agrandir. « *Je suis, écrit-il, dans un mouvement perpétuel de cinq heures du matin à sept heures du soir* ». Son épouse commence à s'effrayer devant l'engagement des dépenses. (Rumilly, p. 451).

Montebello: C'est M. Papineau lui-même qui donna ce nom à l'agglomération autour de l'église et du manoir ; la dénomination remonte à 1854. Dans sa correspondance, Papineau utilise la forme disjointe Monte-Bello, tout comme le nom du bureau de poste local ouvert en 1855. La municipalité a été identifiée sous le nom de Montebello à compter de 1878. Papineau n'a jamais donné les motifs d'attribution de ce nom ; l'hypothèse la plus plausible serait un hommage au duc de Montebello, politicien et diplomate français (1801-1874) qu'il avait connu lors de son exil en France de 1839 à 1845. (NLQ)

Chapelle seigneuriale. Le 7 août 1855, Mgr Guigues, assisté d'un nombreux clergé et en la présence de la famille Papineau et des habitants de la paroisse, vient faire la bénédiction d'une chapelle funéraire seigneuriale dédiée au Dieu tout-puissant, sous les vocables de St-Joseph et de Ste-Julie, patrons du seigneur et de la seigneuresse.

Formation du village de Montebello. En mars 1856, M. Papineau fait savoir à l'évêque qu'il « souhaite commencer un village près de l'église Notre-Dame-de-Bonsecours et le distribuer régulièrement en rues larges et ornées de plantations d'arbres ». Il offre un échange de terrain avec la Fabrique dans l'intérêt commun ; il prévoit même la reconstruction de l'école qui tombe en ruine, pense à faire habiter des religieuses enseignantes. Pour récompenser la Fabrique, il se charge de bâtir la maison du bedeau ainsi qu'un charnier pour la paroisse (sorte de chapelle funéraire où l'on dépose les corps durant hiver, en attendant leur inhumation au printemps).

Le paragraphe suivant de l'histoire de Montebello de Mgr Chamberland vaut la peine d'être cité : « Aujourd'hui (en 1928), si le village de Montebello est remarquable par l'alignement de ses rues et la beauté de ses arbres, c'est toute justice de le dire : « c'est la faute à Papineau ». Nous lui pardonnons tous, ici, avec grande reconnaissance (**HM**, p. 223).

En aparté

3)- **Le mariage de Napoléon Bourassa avec Azélie Papineau, fille du seigneur**

À cause de la célébrité de cette famille dans l'histoire locale et nationale (avec Henri Bourassa notamment), il n'est pas sans intérêt de raconter brièvement les péripéties qui ont conduit à cette union. (Source : **Rumilly**, p. 452 et suivantes)

En premier lieu, le Père Médard Bourassa, missionnaire à la Petite-Nation de 1850 à 1856. Il fréquente le manoir, parle de son frère en formation artistique à Paris, fait lecture des lettres au style littéraire éclatant qu'il reçoit de lui ; on peut penser que Napoléon visita son frère à la Petite-Nation et que celui-ci l'ait introduit au manoir. Azélie est alors âgée de 22 ans, Napoléon en a 29. Au printemps 1856, Azélie a rencontré à Montréal le jeune frère du curé Bourassa ; les deux jeunes gens tombent amoureux. Napoléon est un artiste dans l'âme, il ne s'intéresse pas à la politique, les discussions le fatiguent. Cet été-là, Azélie refuse de suivre sa mère à la Petite-Nation ; elle prétexte des bonnes œuvres, des bazars de charité pour rester à Montréal. Mis au courant de la situation, Papineau ne veut rien entendre ; il ne veut pas pour gendre d'un artiste, un homme destiné à végéter et à faire végéter sa famille. Mais Azélie a de qui tenir ; elle s'obstine.

Papineau va alors essayer de distraire sa fille ; d'abord en l'amenant avec sa famille dans un voyage à Québec. Au retour elle annonce son intention d'épouser Napoléon Bourassa. Papineau refuse net. Puis Azélie tombe malade et on craint pour sa vie ; elle est transportée à l'hôpital des Sœurs Grises d'Ottawa. Les religieuses la soignent, « avec un tact prodigieux » reconnaît Papineau. Puis il écrit à l'Abbé Médard Bourassa qui avait quitté la paroisse en janvier 1954 et qui venait aussi de quitter les Oblats :

« Que Dieu nous donne la consolation de voir cette chère enfant se rétablir ! Si son incrustable volonté était de nous refuser ce bienfait, priez pour que nous ne blasphémions pas son saint nom et

que nous pleurions le reste de nos jours sans murmures impies et offensants » (27 septembre 1856).

Le prétendant envoie à ce moment une demande écrite mais Papineau ne lui répond pas. L'Abbé Bourassa, qui n'a pas seulement assisté Gustave sur son lit de mort, mais fréquenté le manoir et fait des parties d'échecs avec le seigneur, intervient sans doute.

Sans donner de réponse formelle, Papineau permet à Napoléon Bourassa, qui travaille à Ottawa, de visiter Azélie à l'hôpital. Puis, il l'invite à venir au manoir donner des nouvelles de la malade. Le jeune frère du curé Bourassa n'entend rien à la politique mais sa formation littéraire et artistique est de premier ordre. Il est poli, déférent et charmant. On le charge alors de porter les cadeaux de la famille à la malade, ce qui peut ressembler à une reconnaissance de fiançailles.

Papineau accepte alors – plus ou moins – le principe du mariage, mais il cherche à le retarder. Il tente une nouvelle diversion en emmenant sa famille, Azélie comprise, dans un voyage aux États-Unis ; il croit encore aux vertus curatives d'un voyage dans ce genre d'affection. Mais rien n'a détourné Azélie Papineau de sa résolution ; elle le dit à ses parents et l'écrit à Napoléon Bourassa lui-même. Papineau devra bien se résigner.

Invité au manoir, l'Abbé Bourassa, complice des amoureux, fait observer que son frère cadet n'ayant pas reçu de réponse à sa demande en mariage, déjà ancienne, ne pourra l'accompagner. Papineau cède à demi, il répond à l'Abbé :

« Si nous avons la consolation de voir notre chère malade rendue à la santé, je ne contrarie point ses inclinations pour former un établissement respectable avec une personne d'honneur et de mœurs, assez prudent pour voir avec des goûts simples et modérés à s'aider à supporter les charges d'un pareil engagement. Je n'y pousse point. Je conseille à ceux qui le projettent à calculer quelles sont leurs ressources dans la variété des cas qui peuvent se présenter dans l'avenir ». (mai 1857).

Voilà ! Le mot est lancé : « les ressources financières ». Le 1^{er} juin 1857, François Bourassa, cultivateur de l'Acadie, père d'un député libéral, flanqué de ses deux fils Médard et Napoléon, vient au manoir

présenter la demande officielle au seigneur de la Petite-Nation, l'un des hommes les plus célèbres de son pays. On parle affaires. Papineau donnera à sa fille une dot de quatre mille dollars. L'Abbé Médard Bourassa renonce à sa part d'héritage au bénéfice de son frère cadet ; François Bourassa pourra donc remettre à son fils une dot de 3,600 \$.

Quelque temps plus tard, Papineau écrit à son fils Amédée :

« Les messieurs Bourassa ont passé un couple de jours avec nous...L'affaire est bâclée. L'enfant y tenait trop pour y redire. L'affection y est, c'est la plus importante considération. Il a de l'éducation, des mœurs, de l'honneur. Ce sont des points essentiels. Mais il n'y a pas d'état tant il y a peu d'encouragement pour les arts dans ce pays ».

Les Papineau s'efforceront de procurer des commandes à leur gendre auprès de leurs amis et connaissances.

Mgr Guigues vint lui-même bénir le mariage le 17 septembre suivant (1857). Parmi les signataires aux registres des mariages, l'Abbé Médard Bourassa. Les noces furent grandioses; les invités, très nombreux, et beaucoup de politiciens...*rouges*. « Jamais mariés n'ont plus aspiré à leur solitude » (Rumilly, p. 465.)

Le retour du Père Bourassa

Lors de sa visite pastorale de juillet 1857 dans la Petite-Nation, Mgr Guigues se rendit compte que le moment était venu de doter les trois paroisses de curés résidents et permanents. Il le fallait pour assurer une certaine stabilité dans les paroisses devenues capables de faire vivre un pasteur. Quant à Montebello, l'évêque d'Ottawa pensa y envoyer l'Abbé Médard Bourassa qui venait de passer au clergé séculier « pour des raisons de famille » (**Alexis**, p. 328); il se méprenait toutefois sur les sentiments des paroissiens au sujet de ce prêtre ; ceux-ci n'en voulaient plus, sous prétexte qu'il n'avait pas surveillé suffisamment leurs intérêts lors de la séparation avec Ste-Angélique, alors que c'était, selon eux, son devoir de le faire.

L'Abbé Joseph David qui résidait à St-André-Avellin les desservait depuis quelques mois seulement, sans rien toucher et naturellement sans déplaire à personne. M. Papineau trouvait qu'il avait « un esprit conciliant ». Il gardait peut-être quelque rancune de s'être fait forcer la main par lui pour le mariage de sa fille Azélie. Toujours est-il qu'une pétition des paroissiens fut présentée par Louis-Joseph Papineau à l'évêque d'Ottawa le 24 avril 1858 (HM, p. 229-230) ; ils craignent que les divisions qui existaient dans cette paroisse lors de son départ ne réapparaissent à son arrivée.

Mgr Guigues ne tint aucun compte de cette requête si ce n'est pour leur reprocher leur ingratitude envers M. Bourassa. Sa réponse mérite d'être citée :

«La pétition que vous m'adressez m'exprime le regret que vous éprouvez du départ de M. David de Bonsecours. Je vous loue de votre expression de gratitude, car M. David y a mérité votre reconnaissance, et, en le manifestant de la manière dont vous le faites, vous me montrez que vous êtes reconnaissants pour les bienfaits qui vous sont accordés. La même pétition m'exprime un sentiment de peine en voyant le Père Bourassa, prenant la direction de la paroisse. Je dois vous avouer que j'en suis bien peiné, car c'est le Père Bourassa qui a mis la paroisse sur le bon pied où elle se trouve. Aussi, j'aime à croire que ce n'est que l'expression de la pensée de quelques-uns des signataires. J'invite donc et ceux qui lui avaient résisté quand il travaillait à la construction de l'église et ceux qui vendent de la boisson et ceux qui en font un mauvais usage à profiter mieux de ses leçons qu'ils ne l'ont fait, la première fois. Le repos de la paroisse le demande et leur conscience doit leur en faire un devoir ». (Lettre du 10 mai 1858).

Cinq jours plus tard, le 15 mai, le Père Bourassa signait son premier acte dans le registre paroissial, comme curé de Notre-Dame-de-Bonsecours de Montebello ; mais nous savons que depuis l'automne précédent il y exerçait déjà du ministère. (Alexis, p. 472-473).

La réception des paroissiens fut assez froide mais silencieuse. On ne le désirait pas comme curé mais on savait que l'évêque y tenait.

Mais cette froideur et cette indifférence furent de courte durée ; grâce aux qualités de cœur et d'esprit du Père Bourassa, les choses s'arrangèrent. Montebello allait connaître une ère de prospérité spirituelle et matérielle.

Même s'il était maintenant prêtre séculier, le nom de Père lui resta quand même. Il continua à être l'homme de confiance de Mgr Guigues qui lui confia plusieurs missions dans la Petite-Nation et ailleurs. L'année suivante, ses parents, âgés de 72 et 68 ans, vinrent vivre avec leur fils au presbytère; ils y finirent leurs jours. Le Père Bourassa, quant à lui, resta à la cure de Montebello jusqu'en 1887 ; il se retira ensuite à Longueuil où il mourut en 1897. Il est inhumé à Montebello dans le caveau de la famille Bourassa.

Conclusion de l'époque seigneuriale

Ainsi, entre la mission de 1815 et la création des trois paroisses dans la seigneurie, apparaît une époque d'organisation paroissiale et religieuse dans la seigneurie de la Petite-Nation. En regardant maintenant la deuxième moitié du XIXe siècle, nous verrons l'impact grandissant des curés et de la paroisse dans la structure sociale de la région, après l'abolition du régime seigneurial. Mais pour la période de 1810 à 1854, il ne fait pas de doute qu'en ce domaine, comme dans les autres, l'aide et la participation des autorités seigneuriales se sont révélées indispensables. (SPN, p. 134)

4.4.3 LA PAROISSE DU NORD ST-ANDRÉ-AVELLIN (1851-1865)

Première chapelle : 1849

Premier curé résident : 1849

Fondation canonique : 1851

Église actuelle : 1886

Début du peuplement

Tout commence en 1834 par l'arpentage de la côte St-Joseph, située sur la rive nord de la Petite-Nation. Une nouvelle poussée démographique permet aux Papineau de privilégier l'occupation des terres de cette côte St-Joseph où les sols sont excellents sur la presque de l'espace ; les lots mesurent en moyenne 120 arpents. Cette ouverture de la côte St-Joseph va déclencher la prise de possession du nord de la rivière Petite-Nation et conduire à évaluer son potentiel agricole et forestier. L'arpenteur, André Trudeau, neveu de Joseph Papineau, avait entrepris l'exploration de cette portion de la seigneurie vers 1830.

(Note. Une certaine tradition prétend que la paroisse avait pris le nom St-André-Avellin en son honneur [HVPN, p. 24]. La bénédiction de la première chapelle, le 10 novembre 1849, eut lieu en la fête de St-André-Avellin ; cette tradition paraît plus plausible ; elle est d'ailleurs confirmée dans les notes historiques du curé Procule Bélanger écrites en 1893 [ADG].

Le chanoine Bélanger affirme que les premiers habitants se sont installés dans cette côte en l'année 1835. Le Père Alexis parle de 1845 [Alexis, p. 474]. Une tradition orale fait mention de 1841. [Histoire de St-André] Des documents officiels [contrats de concession de terre] portent la date de 1843. Les premiers habitants furent Hyacinthe Laplante, J.-B. Léger, Augustin Birabin dit Saint-Denys, Hubert Sabourin, Joseph Racine, J.-B. Lepage, Elzéar, Joseph et Prosper Frappier.

Puis d'autres côtes vont se développer : la côte St-Louis concédée en 1836. Les côtes St-André, St-Denis, Ste-Julie et les Quatorze s'établissent à partir de 1841 [Alexis, p. 474]. D'après [SPN, p. 77-78) ces côtes seront concédées en 1844-45 ; « elles donnent encore

plus d'espérance par leur abondance de bois propre à faire de la potasse et par la richesse de leur sol ».

Fondation de la paroisse : premier décret en 1851

Quand l'Abbé Sterkendries arrive à St-André-Avellin à Noël 1849, il y a déjà 150 familles installées [**Alexis**, p. 474]. Le curé de Bonsecours venait de temps en temps célébrer la messe dans la chapelle que les habitants avaient construite dans l'espoir de bénéficier d'un curé résident le plus tôt possible ; ils devaient se rendre à l'église paroissiale de Bonsecours pour les sépultures, les mariages, les baptêmes. *« Il n'y avait aucun moulin et les premiers colons seuls peuvent dire les difficultés qu'ils avaient à surmonter tant pour remplir leurs devoirs religieux que pour leurs affaires temporelles. Les chemins étaient impraticables. Il fallait traverser les montagnes à pied pendant l'été et tout charroyer sur son dos »*. [Procule Bélanger **PB** aux **ADG**]

C'est le 26 janvier 1851, après les formalités d'usage, que fut signé le décret de fondation de la paroisse avec, pour limites, les côtes existantes à ce moment mais toujours dans le territoire de la seigneurie. Les limites seront modifiées deux autres fois. Durant une période de près de quinze ans [de 1851 à 1865], la chapelle de la paroisse sera le centre religieux de tous les établissements de l'intérieur. Cette chapelle était construite en bois équarri sur deux faces ; elle mesurait à peu près 30 pieds par 50 ; les quatre premiers curés y logèrent ; ils avaient leur chambre à coucher dans la cave de l'église sous le chœur et le premier étage de la sacristie leur servait d'office, de cuisine, de salle à manger et de salon. [**PB**].

On pourrait diviser ces quinze ans en deux périodes bien distinctes avec des défis bien différents.

Première période : 1851-1859

Comme pour les deux autres paroisses de la seigneurie, celle de Saint-André-Avellin va connaître pendant huit ans une période de grande instabilité due à plusieurs facteurs, entre autres :

l'inexpérience et la faiblesse de leadership des curés, la pauvreté des gens et un esprit d'indépendance chez certains paroissiens influents.

Les curés

- Joseph Sterkendries [1850-1855].

Ceux qui l'ont connu disent de lui « *qu'il était d'une grande piété, d'un cœur large et généreux, mais d'un caractère vif et irascible* » [PB]. Il a vécu dans une grande pauvreté. Souvent malade, atteint d'épilepsie ; sa maladie fut probablement une des causes de ses déboires. Sa réception, le jour de Noël 1849, fut un grand événement ; les habitants étaient pauvres mais si désireux d'avoir un curé qu'ils le reçurent à bras ouverts ; ils sont même allés à sa rencontre. Et ils lui firent de belles promesses...qui n'ont pas toutes été tenues. La première année, M. Sterkendries avec le Père Bourassa, continua à desservir la paroisse de Bonsecours qui comprenait encore tout le haut de la seigneurie, la future paroisse Ste-Angélique. Au début, à St-André, tout sembla aller à merveille : bénédiction de croix sur des propriétés privées, bénédiction d'un chemin de croix dans la chapelle, d'une grosse cloche de 303 livres suspendues dans une charpente en bois au coin droit de l'église [27 juillet 1851]. Elle fut appelée Marie-Louise-Marguerite. Les parrains et marraines furent J.A. Lévis et sa dame Marguerite Quesnel, Antoine Gareau et sa dame Marie-Louise Bertrand.

Il est vrai que dans une nouvelle paroisse, quand tout est à faire, les sacrifices ne manquent pas. Plusieurs paroissiens commencèrent à trouver trop lourdes les charges financières imposées pour la chapelle et pour le curé. M. Sterkendries s'en plaignit peut-être gauchement ; la division se mit dans la paroisse ; deux requêtes furent envoyées à l'évêque de Bytown, une de 80 noms demandant le départ du curé, l'autre de 70 réclamant son maintien. Pour rétablir la paix, les autorités diocésaines jugèrent nécessaire de rappeler M. Sterkendries [août 1855]. Il s'en alla passer quelques mois comme assistant du curé de Plantagenet qui desservait aussi Lochaber ; mais sa santé s'étant affaiblie, il fut transporté à l'hôpital de Bytown où il mourut en février 1857. Il laissa une belle réputation de piété qui lui permit grandement à supporter ses nombreux déboires.

- Joseph David [1855-1857], prêtre français, venu de Grenville. Il ouvrit les registres paroissiaux que son prédécesseur n'avait pas tenus. Mais son administration fut comme la précédente en butte aux contradictions. Après seize mois, il s'empressa de quitter St-André-Avellin pour s'installer à Montebello.
- Gustave Ébrard (1857-1859), prêtre français, vicaire de M. David. Ce jeune prêtre, un peu naïf et débonnaire, manquait d'expérience. Les problèmes internes de la paroisse persistent et s'aggravèrent même ; de sorte que, après deux ans et demi, sa position étant devenue impossible, il demanda son changement. La paroisse commença alors à connaître une première stabilité avec l'arrivée du curé suivant, l'Abbé Casimir Guillaume à l'automne 1859.

Le leadership laïc

Même si la paroisse n'était érigée que canoniquement, la première élection des marguilliers fut tenue le 16 février 1851. Les premiers furent Antoine Rocque, Paul Sabourin et François Bédard. Les notes historiques de **PB** donnent les noms de 20 paroissiens présents à cette élection.

En vue de la construction de la chapelle-presbytère, les paroissiens avaient déjà nommé des syndics : les registres font mention de Michel Myner dit Christie, Gabriel Céré, Élie Bourgeois et Antoine Gareau. Une nouvelle élection eut lieu le 23 février 1851 pour les remplacer. Furent élus :

- Vincent Villeneuve de la côte St-André
- Edouard Provost de la côte St-Denis
- Joseph Frappier de la côte St-Joseph
- Joseph Lacasse de la côte Ste-Julie
- Joseph Lacoste de la côte St-Louis.

Des syndics, des marguilliers dont les rôles ne sont pas toujours bien définis, des curés faibles et inexpérimentés ignorant leurs propres droits et prérogatives, il y avait là tous les ingrédients pour fomenteur de graves dissensions. Les marguilliers prirent le contrôle de la Fabrique, établirent leur supériorité sur le curé et s'arrogèrent le

droit de présider les assemblées ; ils écoutaient les demandes du curé qui devait signer les résolutions adoptées. (**Alexis**, p. 476) On alla même plus loin ; on eut recours, comme en Suisse, au référendum populaire : par exemple, la position à prendre concernant l'Abbé Sterkendries, ce qui divisa la paroisse en deux clans. « *Cet esprit des marguilliers de vouloir tout conduire ralentit beaucoup le progrès dans les affaires de l'Église* » (**PB**). En 1859, le premier soin du nouveau curé, M. Guillaume, fut de réagir à l'envahissement des marguilliers.

Visites épiscopales

Quelques mois après la fondation de la paroisse (**1851**), Mgr Guigues vint faire une première visite à la nouvelle communauté. Il se montra d'une grande bienveillance, félicita les paroissiens pour leur zèle malgré leur pauvreté. Ils avaient bâti une chapelle, organisé une résidence pour le curé, acheté une terre de 40 arpents pour les besoins du curé. Il restait encore beaucoup à faire, aussi les engagea-t-il à poursuivre leur oeuvre. La visite se termina le 8 juin en la fête de la Pentecôte.

Mais quand il revint six ans plus tard, en juillet **1857**, l'évêque n'avait que des regrets à exprimer. Les affaires étaient dans un état déplorable. Deux clans divisaient la paroisse. Les ordonnances de la visite précédente n'avaient pas été exécutées; en plus, les comptes ne sont pas tenus, les livres sont perdus, le paiement sur la terre pour le curé a été négligé, les améliorations promises n'ont pas été faites. Il pardonne le passé et ordonne qu'un secrétaire soit adjoint au curé et au marguillier en charge, qu'il soit payé avec un salaire de six louis par an, que la terre soit améliorée et payée à même les fonds de la Fabrique, que deux quêtes spéciales soient faites dans l'église à cette fin ; de plus il demande la construction d'un presbytère de 36 par 24, indépendant de la chapelle.

Lors de sa troisième visite en juin **1859**, Mgr Guigues constate avec plaisir l'accomplissement de ses ordonnances antérieures, la bonne tenue des registres et des livres de comptes. Toutefois il ordonna à la Fabrique de collecter les arrérages et de payer ses dettes, de surveiller l'accomplissement du contrat de location de la terre. De plus, il croit impossible d'exécuter les travaux de construction du presbytère et de l'agrandissement de l'église avant que la paroisse ne soit érigée

civilement ; ce qui aurait donné un droit légal de taxer les paroissiens. Il invita le curé et les marguilliers à prendre les moyens pour arriver à ce but qui ne fut réalisé qu'en 1872.

C'est au cours de cette visite de 1859 que l'évêque décida de modifier les limites de la paroisse ; car malgré les ennuis et les déboires, elle continuait à prospérer ; les colons affluaient sur ses terres, bien plus fertiles que la nature accidentée du sol ne l'avait fait supposer. Dans ce nouveau décret, en plus d'annexer la côte St-Pierre située dans la seigneurie et développée depuis 1851, la paroisse englobait les paroissiens déjà installés et à venir dans les cantons de Ripon et d'Hartwell (ADG) ainsi que toutes les terres non concédées de la seigneurie au nord ; ces terres ayant été arpentée et concédées depuis 1854. (Le futur territoire de Notre-Dame-de-la- Paix.

4.4.4 Les cantons de Ripon et d'Hartwell [Alexis, p. 599-603]

Depuis une dizaine d'années, des colons avaient commencé à s'installer comme « squatters », en dehors des limites de la seigneurie, dans ces deux cantons non encore arpentés; était-ce pour éviter les contraintes seigneuriales, ou tout simplement par aventure, pour tenter leur chance ?

Le premier colon du canton de Ripon fut un nommé David Groleau qui partit de Bonsecours et vint s'établir, en septembre 1846, sur le bord de la Petite-Nation, côté ouest [hors seigneurie], non loin du lac qui porte aujourd'hui son nom. L'année suivante, d'autres colons arrivèrent et s'installèrent le long de la rivière ; c'était Pierre Marcoux, Hubert Séguin, Joachin Cyr, Louis Brazeau. Bientôt le mouvement s'accrut tellement que, dès 1851, le gouvernement jugea nécessaire de faire arpenter le canton ; le contrat fut alloué à Edouard Leduc de St-André-Avellin et le canton fut proclamé en 1855. En 1857 on comptait 64 familles dans le canton de Ripon. Le recensement de 1860...

Parallèlement, d'autres colons viennent s'installer près du lac Cimon, dans le canton d'Hartwell non encore arpenté ; il le sera en 1864. Les premiers colons d'Hartwell furent Pierre Sigouin, Antoine Chartrand, Maurice Pilon, Félix Forget, François et Joseph Pilon, et Augustin Sigoin ; ils arrivèrent en 1852, 1853 et 1854. Avant eux, il n'y avait dans le pays que quelques familles indiennes de la tribu « Petite-Nation », entre autres les familles Cimon et Canard Blanc. En 1857, on compte 30 familles à Hartwell. Au recensement de 1860, il s'en trouve déjà une centaine.

Le mouvement de colonisation s'accroît rapidement dans les deux cantons ; mais les obstacles au commerce furent encore plus grands à Hartwell qu'à Ripon, et les communications plus difficiles. Vingt milles les séparaient de Montebello; les seules routes étaient la rivière ou le sentier pédestre à travers bois et montagnes. Ces colons des deux cantons portaient leur potasse à Montebello et en rapportaient en canot ou sur leur dos, de la farine et du lard. En 1856, M. Hyacinthe Proulx érigea un moulin à farine sur les chutes près du village actuel de Ripon. Dès lors les colons furent dispensés d'aller chercher leur farine à Montebello ou à Papineauville.

Le canton de Suffolk ne sera officiellement proclamé qu'en 1872 [NLQ] ; mais le recensement de 1861 pour ce canton révèle la présence de quatre familles : Michel Larivière, Onésime Desjardins, Ambroise Gagnon et Alexandre Servant, formant une population de vingt personnes. Venus de l'est, ces arrivants s'adonnaient à la culture. (Album souvenir de St-Émile-de-Suffolk : 1881-1981 : *SE RÉUNIR POUR SE SOUVENIR*)

Deuxième période : 1859-1865

C'est dans le contexte de ces nouveaux développements que Mgr Guigues redéfinit le territoire de la paroisse de St-André-Avellin en 1859 et le confia à un jeune prêtre qui avait toute sa confiance, l'Abbé Casimir Guillaume. Ce prêtre venait tout juste d'être ordonné, le 17 juillet précédent. Il était né à Vars au diocèse français de Gap en 1830. Il était donc âgé de 29 ans lorsqu'il prit charge de la paroisse de St-André-Avellin en septembre 1859 ; il y demeurera quatorze ans. Il était un prêtre zélé, instruit, capable de soutenir une controverse et de

défendre ses droits face aux marguilliers. Il lui arrivait d'être partisan, ce qui lui attira quelque misère et lui fit des ennemis. **(PB)**

Son ministère l'amena spécialement à redresser l'administration temporelle de la paroisse, à défendre la position de l'Église catholique face à la propagande des protestants qu'on appelait les « suisses » et qui s'infiltraient dans la région. On le verra aussi prendre à cœur les services pastoraux des nouveaux colons dans les cantons.

Dès la première assemblée de paroissiens, on refusa au curé le droit de présider l'assemblée pour l'élection d'un marguillier ; mais il refusa carrément de signer l'acte et il en fut ainsi assez souvent jusqu'à la fin de son administration **(PB)**

Un autre de ses soucis fut la construction du presbytère. Mgr Guigues en avait demandé la construction à sa visite pastorale de 1857 ; en 1859, il constate que rien n'est fait ; en 1861, il s'indigne de constater qu'il n'était pas encore fini. Ce presbytère en bois, vaste et convenable, fut terminé en l'année 1863. **(PB)**. À la visite pastorale de 1864, l'évêque ordonne de faire borner la terre de la Fabrique, d'agrandir la chapelle en y ajoutant la sacristie et de se servir de l'étage supérieur comme sacristie car la population augmente toujours et tous les baptêmes, mariages et funérailles se font dans la chapelle.

Pendant que les colons catholiques organisaient régulièrement leur mission, quelques protestants de Grenville vinrent s'établir dans le pays et se mirent à faire du porte-à-porte pour recruter de nouveaux adeptes chez les paysans pauvres. M. Guillaume les poursuivit partout, les força à accepter des discussions publiques dans lesquelles ils n'eurent point le beau rôle, et les chassa finalement de la région. Ces conférences ont été publiées en un volume intitulé : *Le Protestantisme jugé et condamné par les protestants eux-mêmes*, qui témoigne de l'érudition de l'auteur, et qui est le premier ouvrage écrit par un prêtre du diocèse d'Ottawa. **(Alexis, p. 602)**.

Hartwell. En 1855, le curé Ébrard de St-André-Avellin commença à visiter les premiers colons installés près du lac Cimon. C'est dans la maison de Joseph Vézeau que l'on se réunissait pour la mission. Les années suivantes la messe fut dite chez Bélonie Proulx, Pierre Sigoin, Olivier Chartrand et Eustache Turpin. **(Alexis, p. 601)**. Ces premiers colons sur les bords du lac avaient comme voisins dans le premier

rang de Ripon : Octave Chartrand, Sévère Désabrais, Israël Désabrais, Élie Dubien, Eustache Turpin, Éloi Champagne, Jean-Baptiste Hotte (*Livre du centenaire de Chénéville, 1980, p. 8*) Il n'y a pas d'évidence documentée que M. Ébrard a visité les colons du canton de Ripon.

La colonisation du canton d'Hatwell s'est déroulée très rapidement sur une courte période de cinq ou six ans. Les colons en grand nombre provenaient surtout de la région de Rigaud, Grenville et Vaudreuil comme ceux du canton de Ripon. Il ne faut pas oublier que la Seigneurie de Grenville touchait aux limites de la Seigneurie de la Petite-Nation.

En 1861, on peut relever lors du recensement agricole du Township d'Hartwell, recensement fait par Joseph Chartrand, le chiffre de 41 agriculteurs et une population de 290 habitants. (*Livre du Centenaire de Chénéville, 1980, p. 19*)

Ripon: Nous savons que M. Guillaume (arrivé en septembre 1859) vint faire mission à Ripon tous les deux mois et célébrait la messe dans des maisons privées, surtout dans la maison d'Hubert Séguin située le long de la rivière près des chutes. La même année, les habitants de Ripon demandèrent la permission de construire une chapelle, ce qui leur fut accordé. L'année suivante (1860) le Père Médard Bourassa, curé de Montebello, fut délégué par l'évêque pour choisir l'emplacement de la future chapelle ; il était accompagné de M. Guillaume. Ils choisirent l'endroit à proximité de la maison d'Hubert Séguin. Dans sa visite pastorale de 1861, Mgr Guigues se rendit visiter les lieux et confirma le choix fait par M. Bourassa. On bâtit donc à cet endroit (1862) une petite chapelle avec un appartement pour le prêtre, et M. Guillaume vint y dire la messe aux deux mois. Cette même année, 1862, deux écoles furent fondées « sous la direction de Madame Antoine Landriault » (**HVPN**, p. 40)

Il n'est pas dit que dans sa visite pastorale de 1861 Mgr Guigues se soit rendu à Hartwell. L'année suivante, nous retrouvons de nouveau le Père Médard Bourassa et l'Abbé Guillaume, cette fois-ci pour fixer l'emplacement de la future chapelle de ce canton. Le Père Bourassa décida qu'elle serait bâtie près du lac Cimon, sur le lot 19 du deuxième rang d'Hartwell, ce qui eut lieu. Cette petite bâtisse, en

bois, de trente-six pieds sur vingt-quatre, fut levée par corvées, et ne coûta en argent que soixante piastres. La nouvelle mission reçut alors le nom de St-Marcellin, nom de la paroisse natale de M. Guillaume. En 1864, une première école fut fondée. Deux ans plus tard, on en érigea une seconde.

En 1864, Mgr Guigues visita Ripon de nouveau. Il donna pour patron de la mission le nom de St-Casimir, du nom du curé de St-André-Avellin, et félicita les colons de leur prospérité croissante et du courage avec lequel ils construisaient des écoles.

Ripon comptait alors 170 familles, un bond de 113 familles en 7 ans. Hartwell en avait une centaine, une augmentation de 70 durant la même période. Trente familles étaient déjà établies dans le canton de Suffolk. Au jugement de l'évêque, le temps était venu de pourvoir d'une manière plus efficace aux besoins spirituels de cette population en croissance et de leur donner un curé résident. C'est alors qu'il détacha de la paroisse de St-André-Avellin les deux missions de Ripon et d'Hartwell ainsi la population de Suffolk pour fonder une nouvelle paroisse : St-Casimir de Ripon. L'année suivante, le 25 septembre 1865, M. Olivier Boucher, vicaire à l'Île des Allumettes, arrivait à Ripon comme curé avec charge de desservir les missions d'alentour. La paroisse de St-André-Avellin reprenait ses limites antérieures dans la seigneurie. M. Guillaume y poursuivit son service pastoral jusqu'en 1873. Pendant cette période St-André s'enligna sur un nouveau projet, la construction d'une église. Nous poursuivrons la suite de l'histoire de cette paroisse dans une section ultérieure.

4.4.5 LES CANTONS DE RIPON, D'HARTWELL ET DE SUFFOLK (1865-1874)

(Pour cette section, les informations sont tirées du Père Alexis)

Saint-Casimir de Ripon

Première chapelle : 1865

Premier curé résident : 1865

Fondation canonique : 1880

Église actuelle : 1959

Jugeant sans doute que toute la région était ouverte à des développements futurs, Mgr Guigues ne voulut pas encadrer la nouvelle paroisse de limites géographiques précises ; aux yeux de l'évêque, c'était une première étape. Le même scénario se répétera pour la fondation de la paroisse d'Hartwell en 1874 avec l'arrivée d'un premier curé résident. Les prêtres avaient le titre de curé et dès leur arrivée, ils ouvrirent les registres paroissiaux. Toutefois, ces deux paroisses ne furent érigées canoniquement qu'au printemps 1880. Elles n'étaient donc pas soumises à la loi des Fabriques mais les paroissiens devaient nommer des syndics pour répondre aux besoins matériels du culte : construction de chapelle, de presbytère, entretien du curé.

Donc, le 25 septembre 1865, M. Olivier Boucher, arrive à Ripon après une année de vicariat à l'Île aux Allumettes. C'est un autre jeune prêtre, il est âgé de 29 ans. Né en 1836 à Lotbinière, il avait été ordonné l'année précédente. La première année, il habitait un appartement aménagé dans la chapelle construite près de la rivière.

Le canton continuait à se développer vers l'ouest et vers le sud dans le rang 6, cette section qu'on appelle Valencay. Les habitants de ce secteur trouvaient difficile de se rendre à cette chapelle ; elle était éloignée ; de plus il fallait descendre et remonter une grande côte pour se rendre au niveau de la rivière. On s'aperçut alors que le site de l'église avait été trop tôt fixé et n'était plus central. Aussi, lorsque

l'évêque vint, dans l'été de 1866, visiter Ripon, M. Boucher demanda et obtint toute liberté pour en choisir un autre.

Le choix se porta à un mille plus loin sur le plateau qui domine la rivière. M. Michel Landriault accepta de donner onze arpents de son terrain situé dans le rang 4, au lot 28 au bénéfice de la paroisse pour y construire l'église, le presbytère, l'école et ouvrir un cimetière. C'est autour de ce terrain que peu à peu le village se bâtit avec ses services connexes. 1867, année de grandes corvées : on construisit sur ce terrain une nouvelle chapelle ; l'ancienne chapelle est déplacée près de la nouvelle église et transformée en un presbytère ; ces travaux coûtèrent très peu d'argent : 1,480 \$ pour l'église et 1,119 \$ pour la maison. Tout était prêt à l'automne 1867, mais il faut dire qu'on se contentait de peu ; rien n'était terminé et l'on souffrait du froid dans les deux bâtisses, à peu près comme en plein air.

L'Abbé Boucher ne resta que trois ans à Ripon ; en 1868, il fut nommé curé de Pembroke. En septembre, il fut remplacé par M. Olivier Caron, un autre jeune prêtre nouvellement ordonné le 6 juin précédent ; né en 1841 à St-Roch des Aulnaies, il était donc âgé de 27 ans. Le nouveau curé commença par payer les dettes qui pesaient sur la paroisse. Le besoin en était urgent, car les usuriers exploitaient cette pauvre église et lui faisaient payer jusqu'à 12% d'intérêt. Dans les années qui suivirent, M. Caron fit construire une allonge au chœur et une sacristie ; il fit lambrisser en planches brutes l'église tout entière, ce qui la garantit désormais contre le froid.

En 1872, deux nouvelles écoles sont ouvertes. Ripon, quoique pauvre encore, était devenue une belle et grande paroisse et comptait 260 familles (*vérifier le recensement de 1871*)

Les missions à desservir

À quel rythme Messieurs Boucher et Caron et se rendaient-il à la mission d'Hartwell dont la chapelle était située près du lac Cimon ? On sait que cette chapelle fut transportée en 1870, dans un endroit plus central où un village commençait à se développer.

Au début des années 1870, l'accroissement rapide de la population dans le canton de Suffolk obligea M. Caron à lui rendre visite environ

trois fois par année. (*St-Émile-de-Suffolk, Album souvenir 1851-1981, p. 11*) ; il se rendait au village de Namur où il disait la messe (**Alexis II**, p. 88). Le recensement de 1871 indique que le nombre de familles est de 27 et que quelque 3,340 arpents de terres sont en voie de défrichement. Vingt habitations sont érigées sur les lopins de terre alloués par la Couronne et le colon s'empresse de défricher afin d'obtenir sa « lettre patente » ou ses titres de propriété. Le canton fut officiellement proclamé en 1874. (*Album souvenir, p. 8*).

Vers une nouvelle paroisse (Alexis, p. 602)

En 1872, Hartwell comptait cent trente familles et Suffolk, cinquante. Les gens de ces deux missions, se croyant alors assez forts pour soutenir un prêtre résidant, supplièrent l'évêque d'Ottawa de leur donner un missionnaire. Ce ne fut qu'en 1874, le 10 août, que le Père Dandurand, administrateur durant la vacance du siège épiscopal - Mgr Guigues venait de mourir- leur envoya à titre d'essai un jeune prêtre, vicaire à l'Orignal, l'Abbé Motte.

Un changement d'évêque

Mgr Guigues, premier évêque de Bytown, (Ottawa depuis 1860), décéda le 8 février 1874. Il s'était beaucoup dévoué pour répondre aux besoins spirituels et matériels des populations de son immense diocèse qu'il avait servi pendant 27 ans. Il y avait alors dans le diocèse d'Ottawa 80 prêtres, dont 54 prêtres séculiers et 26 Pères Oblats.

Son successeur fut Mgr Joseph-Thomas Duhamel. Né en 1841 à Contrecoeur, comté de Verchères, il n'avait que trois ans lorsque ses parents décidèrent de s'établir à Bytown en 1844. Ordonné prêtre en 1863 par Mgr Guigues, il fut d'abord vicaire à Buckingham puis curé de St-Eugène-de-Prescott en 1864, poste qu'il occupait encore lors de sa nomination au siège épiscopal d'Ottawa. Il entra en fonction en octobre 1874 ; il était alors âgé de 33 ans. Il restera à la tête du diocèse pendant 35 ans.

Ayant hérité d'une Église solidement fondée Mgr Duhamel a pu se permettre des interventions sociales plus musclées. Ainsi, il reprit l'œuvre catholique de la colonisation, œuvre lancée dès 1848 par Mgr

Guigues, mais qui avait été négligée dans ses dernières années. De concert avec Mgr Fabre de Montréal, Mgr Duhamel nomma un prêtre responsable de l'œuvre dans son diocèse ; ce dernier faisait la tournée des paroisses et des écoles, cueillant les offrandes de chacun, les recettes servant à ériger des chapelles dans les nouvelles paroisses de colonisation au nord de Montréal ou au Témiscamingue (**PPCE**, p. 15) ; à l'époque, ces régions appartenaient au diocèse d'Ottawa qui se rendait jusqu'à Ste-Agathe et jusqu'à Montfort, aux portes de St-Jérôme.

4.4.5 LES CANTONS DE HARTWELI, DE SUFFOLK, DE PRESTON, D'ADDINGTON ET DE PONSONBY : le secteur nord est de la Petite-Nation (1874 – 1889)

Chénéville :

Première chapelle : 1862

Premier curé résident : 1876

Fondation canonique : 1880

Église actuelle : 1915

Cette période de quinze ans est marquée par la suite du développement du territoire et les premières organisations institutionnelles dans un milieu qui est encore pauvre. Sept curés, tous autour de la trentaine, vont se remplacer dans un service pastoral qui ne durera jamais plus de trois ans.

L'Abbé Gabriel-J. Motte, 1874-1877, prêtre français né dans les Hautes-Alpes en 1844, ordonné en 1867 mais nouvellement arrivé dans le diocèse d'Ottawa et vicaire à l'Original, ouvrit les registres de la nouvelle paroisse le 18 octobre 1874. Il était chargé des deux missions de Hartwell et de Suffolk qui venait de commencer. Il demeurera trois ans.

L'Abbé Ulrich Magnan, 1877-1878 (*Le livre du centenaire, page 13, le prénomme Ulric tandis qu'Alexis parle de J. M. Magnan mais pour le reste, tout concorde*). Né à Berthier en 1847 et ordonné en juin 1877. Il resta un an à Hartwell.

Du 4 août 1878 au 6 octobre 1879, la paroisse fut desservie par Ripon.

L'Abbé Philippe-Joseph Brady, 1879-82, né à St-Antoine-Abbé en 1850, ordonné à Montréal en 1875. Il demeura trois ans.

L'Abbé Edmond Dacier, 1882-83, né à Iberville en 1852, ordonné à Montréal en 1879 ; son séjour fut d'un an.

L'Abbé Joseph-Léandre Fancoeur, 1883- 86. Il fut impossible de repérer des notices biographiques ; **Alexis** n'en parle pas. Son séjour aurait été de trois ans.

L'Abbé Alexis-Louis Mangin, 1886-1889. **Alexis** donne les notices suivantes : né à Liège le 4 septembre 1856, ordonné à Villettri. Italie, le 15 avril 1880, entré au diocèse d'Ottawa en 1886. Quand il quittera Chénéville après trois ans, son successeur sera l'Abbé Adrien-C. Guillaume qui dirigera la paroisse pendant 44 ans, soit jusqu'à son décès en 1932.

Ce changement fréquent de leadership pastoral ne fut pas sans entraîner une certaine instabilité ; on en cherche la cause : la pauvreté, l'insatisfaction, l'éloignement ou une politique diocésaine de ne pas laisser les jeunes prêtres trop longtemps dans une même paroisse ?

Les noms des curés Motte, Brady et Mangin ont été retenus dans les annales de la paroisse par suite de certaines de leurs activités.

La construction d'une première église

Le développement agricole ayant poursuivi son élan dans les sept rangs du canton, la première chapelle près du lac n'était plus centrale ; on la transporta dans le petit village qui prenait racine dans le premier rang, coin nord-ouest, rue Hôtel-de-ville et Papineau. Le nouvel évêque d'Ottawa, Mgr Thomas Duhamel, visita pour la première fois les habitants d'Hartwell en juin 1875 avec le double objectif de délimiter la paroisse et de fixer l'emplacement de l'église qu'il s'agissait de bâtir. Il ne le fixa pas cependant lui-même, mais il donna l'ordre au curé de convoquer une assemblée qui réglerait la triple question du site, des matériaux et des dimensions du nouveau temple.

En conséquence, une assemblée de paroisse eut lieu le 1^{er} juillet 1875, sous la présidence de M. Motte, dans laquelle il fut décidé qu'on choisirait la terre de Joseph Morrissette, sur le premier rang, lot 8, pour y construire l'église et le presbytère. M. Hercule Chéné fit don, sur le même rang, d'un terrain de six arpents pour le cimetière et pour l'usage de l'église (partie du lot 9). Il fut ensuite décidé que l'église serait en bois et mesurerait 98 pieds sur 48.

Ces vœux ayant été approuvés par l'évêque, on se mit aussitôt à l'œuvre. Des syndics, H. Lavallée, H. Chéné, J. Ledec, O. Chartrand et H. Binet (Dinel ?) furent élus pour conduire les travaux.

On ne prit point d'entrepreneur, mais chacun des habitants contribua par son travail ou en matériaux, avec tant de zèle, que le 12 septembre 1876, Mgr Duhamel put bénir solennellement la nouvelle église à la joie des habitants et en présence de plusieurs prêtres. L'ancienne chapelle devenue inutile fut transformée en sacristie et en presbytère. Plus tard, « cette ancienne chapelle fut transformée en beurrerie » (Livre du centenaire, 1980, p. 9).

C'est pendant le pastorat du curé Brady, jeune prêtre venu de Montréal, que la paroisse fut érigée canoniquement le 7 mai 1880 et civilement, le 21 octobre de la même année. Il travailla ensuite à la construction d'un presbytère. On décida en assemblée de Fabrique d'emprunter 1 500 \$ et que les travaux seraient conduits par le curé et par le marguillier en charge. Le presbytère, bâtisse de 36 pieds sur 30, allait être terminé lorsque M. Brady fut nommé curé de Vankleek Hill en septembre 1882.

Le curé Alexis Mangin est plus célèbre. À l'hiver 1885, le célèbre curé Labelle est en grande mission politique en Europe, délégué par le gouvernement canadien pour faire la promotion de la colonisation et recruter de nouveaux colons. Son voyage en Belgique portera du fruit ; il fit connaissance avec l'Abbé Mangin qui se laissa persuader de se mettre à la disposition des nouveaux colons dans leur entreprise d'agrandir le pays pour contrer l'exode vers les États-Unis. L'Abbé Mangin, accompagné de son neveu de seize ans, Mougeot, vint donc offrir ses services à l'évêque d'Ottawa dont la majeure partie du diocèse était en pleine voie de colonisation. Et c'est ainsi qu'on le retrouve à Chénéville comme curé à l'automne 1886. Après trois années de ministère dans cette région, il fut nommé à la paroisse Notre-Dame-des-Neiges de Masson qui venait d'être fondée. C'est à cet endroit qu'il fonda en 1895 la congrégation des Servantes de Jésus-Marie. M. Mangin fut un desservant fidèle de ses deux missions : Suffolk et Preston. Comme ces deux missions prenaient de plus en plus d'importance, M. Mangin demanda un vicaire ; M. Charles Proulx lui fut envoyé le 15 juin 1889 et fut chargé spécialement de Suffolk.

Les différentes appellations du lieu.

Jusqu'en 1885 on désignait ce lieu du nom de Hartwell qui était celui du canton. Puis à compter de 1880, ce fut le nom de la nouvelle municipalité qui prévalut : Municipalité des Cantons-Unis d'Hartwell et de Suffolk ; ce nom fut également porté par le bureau de poste de 1876 à 1884, alors qu'il prit celui de Chénéville. Au début, ce lieu fut aussi connu sous le nom de Sévigné. C'est un ancien maître de poste du canton d'Hartwell, Hercule Chéné, qui a lui-même fait attribuer son patronyme à la nouvelle municipalité ; il était une personnalité bien en vue : syndic lors de la construction de l'église à qui il avait donné du terrain pour son usage et premier maire de la nouvelle municipalité. (NLQ, p.130) L'attribution de Saint-Félix de Valois comme patron de la paroisse, selon toute vraisemblance, voulait honorer le souvenir du premier maire de la municipalité des cantons unis de Ripon et de Hartwell, Félix Proulx, qui était en même temps le premier meunier à desservir la population.

Les écoles de la paroisse (*Alexis, II, p. 297*)

À l'arrivée du curé Guillaume en 1889, il existait déjà trois écoles dans la paroisse :

école chez M. J.-B. Périer, de 1864 à 1868,

école du Grand Lac, de 1866 à 1870,

école du village, fondée en 1870,

école du rang St-Jean-Baptiste de Ripon fondée en 1875 ; il s'agit de la section nord-est du canton de Ripon située dans la paroisse d'Hartwell. En arrivant à Chénéville en 1889, M. Guillaume fit construire en deux ans cinq autres écoles, une dans chacun des rangs habités.

La mission de Preston qui deviendra DUHAMEL (*Si Duhamel m'était conté, livre du centenaire, 1989, p. 7-9*)

Première chapelle : 1888

Fondation canonique : 1888

Premier curé résident : 1930

Église actuelle : 1930

À vingt kilomètres d'Hartwell, au nord du lac Simon, existe un immense territoire boisé couvert de lacs et comprenant trois cantons : Preston, Gagnon et Lesage. Le canton de Preston allait être proclamé en 1892. Deux industries de bois sont à l'origine du développement de ce qui va devenir la mission de Preston.

Dans les années 1870, les frères Edwards, venus de l'Ontario ouvrirent un chantier; ils avaient fait défricher une grande ferme à cette intention au nord du lac Simon.

Nous sommes à l'époque du curé Labelle; sa paroisse de St-Jérôme était située dans le diocèse de Montréal mais son royaume de colonisation s'étendait sur tout le nord de l'Outaouais, donc dans le diocèse d'Ottawa. On ne sera donc pas surpris de le voir dans la région accompagné de son homme de confiance, Zotique Thérien. Ils vinrent dans le canton de Preston en 1883; à la vue de la chute des Pins sur la rivière Petite-Nation, il ne put s'empêcher de demander à son ami d'y construire un moulin à scie et un moulin à farine.

C'est aussi l'époque du régime d'attribution des terres aux familles nombreuses ; on octroie aux colons des lots qu'ils doivent défricher. Un inspecteur passe régulièrement vérifier l'avancement des travaux. On obtient même un lot supplémentaire gratuit à la naissance du treizième enfant. Certains soutiennent que c'est à la naissance du douzième...

En 1881, les premiers colons de Preston arrivent de Hartwell à l'île aux Raisins par le lac Simon et la Petite-Nation. Leurs noms : Auguste Mercier, Grégoire Carrière et Joseph Nault. L'année suivante Henry

Gallagher, Félix Deguire dit Larose et Alexandre Tremblay de St-André-Avellin. En 1883, Zotique Thérien et Paul Desjardins de Terrebonne font leur apparition. Dans les années suivantes, cinq autres familles s'ajoutent aux huit premières : ce sont les Paul Filiatrault, Éloi Champagne, J. Mousseau, J. Eymard et Antoine Désormaux. En 1889, vient de Nomingue le premier colon du canton de Gagnon, Maxime Dumoulin, avec sa femme, sa fille et ses huit fils sur le bord du lac Gagnon.

Le curé Mangin de Chénéville venait leur dire la messe à la résidence de Zotique Thérien.

En juillet 1887, Mgr Duhamel, en visite à Chénéville, se rendit jusqu'à Preston pour visiter et bénir ces courageux colons et aussi pour choisir le site d'une chapelle. Le choix de l'évêque se fixa sur le lot 27 du troisième rang comme étant le site le plus central. Trois généreux colons donnèrent pour l'église un terrain considérable : Félix Larose, Alexandre Tremblay et Alexandre Morleau.

Aussitôt la décision connue, M. Alexis Mangin, curé de Chénéville, commença la construction de la chapelle. Il reçut de la société de colonisation d'Ottawa la somme considérable de 300 \$ qui l'aida grandement à mener à bien cette œuvre. L'église fut bâtie par Félix Larose ; elle comprenait 36 pieds de long sur 24 de large. On parvint à la lever et à la garnir de quelques bancs en 1888. La cloche, don de la société de colonisation, fut bénite par le curé Labelle. Lorsque, l'année suivante, on érigea dans la chapelle les stations du chemin de la croix, c'étaient les anciennes stations de Ripon données à Preston par le curé Gay.

La mission de Preston comprenait alors les immenses territoires déserts qui la relie à la mission de Nomingue, c'est-à-dire les trois cantons de Preston, de Gagnon et de Lesage. Dès 1880, il existe un bureau de poste qui porte le nom de Duhamel, en l'honneur de l'évêque d'Ottawa, nom qui finit par s'imposer. Cette mission a été érigée canoniquement en 1888, sous le patronage de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, peut-être en considération des nombreuses montagnes qui s'élèvent sur le territoire de la mission qui sera érigée canoniquement en paroisse en 1948. (NLQ, p.191-192)

Jusqu'en 1908, elle fut desservie par le curé Guillaume de Chénéville ; pendant longtemps, en l'absence de chemins, il venait en bateau sur le lac Simon. De 1908 à 1920, le prêtre viendra de Montpellier. Contre toute logique géographique, la mission passa au nouveau diocèse de Mont-Laurier en 1913. Mais toute la vie économique, politique, sociale et scolaire restera rattachée à la Petite-Nation.

Saint-Émile-de-Suffolk

Première chapelle : 1881

Premier curé résident : 1889

Fondation canonique : 1899

Église actuelle : 1939

M. Motte avait aussi été chargé de cette mission. Mais il semble qu'il n'y soit pas allé durant ses deux premières années à Hartwell puisque ce sont les curés de Ripon qui se chargent de ce ministère : M. Caron en 1874-75 et M. Jacob Gay, en 1875-76. M. Motte prit la relève en s'engageant à s'y rendre huit ou dix fois par année sous la condition que les colons lui fassent une promesse écrite de lui rembourser un certain montant pour ses frais de voyage. Quelques chefs de famille ne pouvant, par la suite, payer cette modique redevance, le curé leur intenta un procès qu'il gagna. La misère des gens et l'entêtement du curé créèrent un climat tel que plusieurs familles abandonnèrent la religion catholique ; d'où cette expression « les suisses de Suffolk ». Le Père **Alexis** parle de trois ou quatre familles (*II, P. 88-89*).

De 1877 à 1879, les curés Magnan d'Hartwell et Gay de Ripon prirent charge de cette mission; ils la visitèrent sept ou huit fois chaque année. Ils disaient la messe dans des maisons particulières.

Ce fut l'Abbé Brady qui bâtit en 1881 la chapelle avec l'argent de la Société de la Colonisation. Le curé de St-André-Avellin, M. Procule Bélanger, fut délégué par l'évêque pour choisir un site favorable ; en juillet 1881, il opta pour un emplacement au bord d'un lac, entre les lots 32 et 33 du 5^e rang, au grand mécontentement des gens du village de Namur, situé à trois mille plus à l'ouest qui

espéraient voir le centre de la paroisse s'établir dans leur village. La nouvelle construction était très rudimentaire, un carré de 46 pieds sur 40, à peine ébauché, et qui ne mettait personne à l'abri du vent, de la pluie, ni même de la neige.

En 1886, trois écoles protestantes et une chapelle baptiste avaient été fondées sur le territoire et un ministre protestant était établi à demeure à Suffolk. La mission de Suffolk fut successivement desservie par les différents curés d'Hartwell qui succédèrent à M. Brady : les curés Dacier, Francoeur et Mangin. Ce dernier prêtre y allait tous les mois.

Un curé résidant à Suffolk

En 1889, cédant aux désirs maintes fois exprimés par les catholiques de Suffolk, Mgr Duhamel nomma L'Abbé Charles Proulx, premier curé résident de Suffolk ; né à Montmagny en 1843, il avait été ordonné en 1888 à l'âge de 45 ans...si les chiffres du Père **Alexis** sont exacts. Il s'agirait alors d'une vocation tardive, chose rare à l'époque. La population s'élevait alors à 300 âmes chez les catholiques et à 140 parmi les protestants dont la plupart étaient d'anciens catholiques. La tâche du nouveau curé était ingrate et difficile ; tout était à bâtir et les catholiques de Suffolk étaient trop pauvres pour pouvoir soutenir un prêtre. Il reçut de l'aide de son évêque et de quelques personnes de Montréal.

Il n'y avait pas de presbytère ; pendant deux ans, le nouveau curé vécut dans la chambre haute de la maison d'école catholique. Il dirigea les ouvriers et travailla même de ses mains à la construction d'un joli presbytère qui coûta très peu de choses à la paroisse. Ne pouvant payer en argent leur support, plusieurs paroissiens fournirent bois et main-d'œuvre.

Le 17 septembre 1890, la première cloche fut bénite et reçut les noms de Léon, (le pape Léon XIII) Thomas (le prénom de l'évêque) et Émile. Les parrains et marraines furent : A. Leduc, Louise Quesnel, Euclide Leduc et Théona Leduc. La paroisse fut mise sous le patronage de St-Émile en souvenir de M. Émile Quesnel de Saint-André-Avellin qui avait su conquérir la sympathie des premiers

colons, entre autres de Messieurs Bernard, Dauvissat, etc. (Album souvenir, 1981).

L'Abbé Charles Proulx demeura curé de cette paroisse pendant cinq ans. Il fut nommé en août 1894 curé de la nouvelle paroisse de Kiamika. Son remplaçant fut le vicaire de Papineauville, l'Abbé Michel Chamberland que nous retrouverons par la suite à Montebello.

La paroisse de St-Émile de Suffolk sera érigée canoniquement en 1899.

Le canton de Ponsonby et la mission de Ste-Valérie de Boileau

Mission : 1882

Premier curé résident : 1915

Fondation canonique : 1915

Église actuelle : 1915

Nous avons quitté la vallée de la Petite-Nation pour celle de la Rouge. Nous sommes à l'est de Namur mais à l'époque de 1880, il n'y a pas de route directe entre les deux endroits. Le canton fut proclamé en 1876 et le nom du canton fut transféré à la municipalité de Ponsonby établie en 1882. Ses liens naturels sont en direction de St-Rémi d'Amherst et d'Huberdeau à 11 kilomètres plus au nord. **NSQ** (p.70) mentionne plusieurs hypothèses sur l'origine du nom de Ponsonby, mais aucune n'est certaine. Les premiers habitants ont été séduits par l'existence dans le canton de nombreux sites pittoresques et enchanteurs. Ils étaient en général originaire d'Irlande, de l'Angleterre, de Calumet et de Grenville Le bureau de poste fut fondé en 1880 et appelé **Boileau**, patronyme du premier maître de poste, Pierre Boileau, qui fut aussi donateur du terrain sur lequel se construisit la première chapelle (**Idem**).

Dès 1878, le curé Labelle avait visité le pays et déjà déterminé l'emplacement des futures églises de St-Rémi d'Amherst, de Ponsonby, d'Addington et d'Arundel.

L'histoire de Boileau est celle de St-Rémi d'Amherst dont elle a suivi la fortune. Plusieurs habitants de Montebello et des bords de la rivière des Outaouais qui se trouvaient dans une situation gênée étaient venus se réfugier dans cette région austère où les terres se concédaient à un prix dérisoire (trente centins l'arpent). En 1883, à la demande de l'évêque, le curé de Lefaivre, l'Abbé Rémi Prud'homme, vint visiter plusieurs fois ces braves gens. Il se rendit à Boileau et donna à la minuscule chapelle de nom de Ste-Valérie. La même année, Mgr Duhamel visita Ponsonby et accepta la donation du terrain et l'emplacement de la chapelle.

La mission fut desservie, comme celle de St-Rémi par les prêtres du voisinage : les Jésuites de Labelle, le curé de Grenville, le curé Dacier d'Hartwell, puis à compter de 1886 par le curé de St-Rémi. En 1896, on comptait dans la mission de Boileau 34 familles catholiques, toutes françaises. (**Alexis**, p. 304-305)

Cette mission fut érigée canoniquement en 1915 et le premier curé résident fut l'Abbé J.- Hermas Laniel.

4.4.6 LES DERNIERS DÉMEMBREMENTS

St-Sixte

Première chapelle : 1886

Premier curé résident : 1895

Fondation canonique : 1895

Église actuelle : 1896

Cette paroisse est située dans le comté de Lochaber - Partie - Nord dont la municipalité civile a porté l'appellation jusqu'en 1979. Elle est entourée de Mayo, de Ripon, de St-André-Avellin et de Thurso. Les premiers habitants montèrent là vers 1855 ; ils vivaient surtout du produit de la chasse et de la vente des fourrures. Leur unique voie de communication était la rivière St-Sixte, par laquelle après un long portage, ils descendaient vers la rivière des Outaouais. Parmi les pionniers de ce coin de pays, **Alexis** cite : Xavier Villeneuve, Louis et J. B. Robillard, S. Laviolette, W. Campbell, Dent, A. Laviolette, J. Boivin et F. Dumouchel. Cette mission, située au milieu des bois et des montagnes, a progressé plus lentement que les paroisses voisines, non que les terres y manquent de fertilité mais parce qu'elles ne s'y trouvent qu'en petites parcelles et qu'elles ont été difficiles à ouvrir.

L'origine du nom.

C'est l'appellation St-Sixte que porta le bureau de poste dès son origine en 1887. Le même nom désignait aussi un lac et une rivière. Le *Dictionnaire illustré des Noms et Lieux du Québec* (NLQ, p. 725) présente une hypothèse qui ne manque pas d'intérêt. Le nom serait d'origine amérindienne et a subi plusieurs variations orthographiques **San-Sic, Sans-Sik, Sincique, Sinsic, Sincic**. Dans un rapport de l'arpenteur John Johnston daté de 1866 on relève la forme **Sinsic** pour identifier un cours d'eau situé au cœur de la région. « La sanctification de la dénomination, favorisées par la proximité auditive du nom (Sin) de l'élément **Saint** et de sic(k) en regard de **Sixte** participerait de ce phénomène largement répandu dans la

toponymie municipale et paroissiale au XIX siècle ». (**Idem**). L'Église fait mémoire de St-Sixte, pape d'origine athénienne en 257-258 sous le nom de Sixte II, dont la fête est célébrée le 5 août.

Avant 1882, des missionnaires de voisinage venaient à de rares intervalles visiter la déserte ; ils venaient de St-André-Avellin, de Thurso et même de Buckingham. C'est le curé Châtelain de Thurso qui, le premier, visita régulièrement la mission pendant cinq ans ; il y construisit une modeste chapelle en 1886.

De Thurso, la desserte de St-Sixte passa à St-André-Avellin. Les vicaires de cette dernière paroisse y vinrent dire la messe régulièrement, tous les quinze jours. Un chemin de communication était ouvert entre les deux endroits ; par le rang St-Louis puis celui du Gore on arrivait à la chapelle. Le curé Procule Bélanger de St-André-Avellin fit alors construire à ses frais un petit presbytère qui servait de pied-à-terre pour le missionnaire.

En 1895, la population s'élevait à 80 familles catholiques et françaises, 5 familles irlandaises ; et cette population vivait en bon accord avec une vingtaine de familles protestantes.

Le 5 juin 1895, M. Forget, vicaire à St-André-Avellin et desservant de Saint-Sixte fut nommé premier curé résident de St-Sixte. Il y demeura neuf ans.

Montpellier (1902)

Mission : 1902

Fondation canonique : 1907

Premier curé résident : 1907

Église actuelle : 1903

Les secteurs nord-ouest du canton de Ripon et sud-ouest du canton d'Hartwell commencent à se développer dans les années 1890 ; les cantons voisins de Lathbury et Mulgrave ne le sont pas encore. Ce nouveau secteur au centre de quatre cantons s'est d'abord appelé le Petit Hartwell ; les habitants étaient à une bonne distance des deux paroisses voisines : Ripon et Chénéville. Tout a commencé lentement

après l'établissement des moulins un peu partout et l'arrivée de bûcherons.

Le 28 août 1896, le curé Gay de Ripon et Guillaume de Chénéville, à la demande de Mgr Duhamel, font ensemble une visite du secteur, voici ce qu'ils lui écrivent :

« Partis de Chénéville, nous avons suivi le chemin marqué no 1 nous sommes allés jusque chez M. A. Séguin qui est le dernier des colons...du 7^e rang..., nous sommes ensuite montés jusqu'au lac Schryer pour voir les colons placés sur les premiers lots du 8^e rang...Il y a actuellement trente-quatre familles résidant au Petit Hartwell. Le milieu du 8^e rang vers le no 25 nous paraît être un endroit assez central pour placer une chapelle...Nous avons communiqué nos vues à la plupart des colons et ils les partagent pleinement...En attendant nous ne voyons pas qu'il soit nécessaire de changer le mode de desservir le Petit Hartwell ». (Cité dans l'Album souvenir du Centenaire de Montpellier, 2002, p.11-12).

Depuis 1892 était installé sur une ferme du 8^e rang un nommé Louis Beaulieu dit Montpellier qui semble avoir joué un rôle important dans le développement du coin : la fromagerie Montpellier, le moulin du lac Schryer et le bureau de poste. Son amie de cœur, Albina Bissonnette, s'étant lassée de parcourir la distance entre Ripon et Montpellier (onze kilomètres) deux fois par semaine pour lui apporter le courrier de Ripon, le met en demeure de l'épouser. (NLQ, p. 454). Le maître de poste laissera son patronyme à la nouvelle fondation.

Le 25 septembre 1902, Mgr Duhamel permet au curé Guillaume ainsi qu'à son vicaire de célébrer la messe dans une maison ou l'autre jusqu'à ce que la chapelle soit prête. (*Doc. Aux archives de la paroisse*). Trois jours plus tard, à la fromagerie de Louis Montpellier, sous la présidence du curé Guillaume, a lieu une assemblée de 21 francs tenanciers qui signe une pétition à l'évêque lui demandant de leur fonder une paroisse. On a appelé ces francs tenanciers les 21 fondateurs (*Livre du Centenaire, 2002, p. 12*).

Mgr Duhamel accède à la demande des pétitionnaires. Il les reconnaît comme mission sous le vocable de Notre-Dame-de-la-Consolation. Ils élisent alors trois syndics, car il faut compléter la chapelle : Damase

Beaulieu, Moïse Faubert et Fabien Turpin. Ceux-ci recommandent aussitôt « *qu'il soit fait un emprunt de 1000 \$ pour payer bancs, châssis et faire faire une voûte à négocier l'emprunt : le taux d'intérêt ne doit pas dépasser cinq et demi pour cent* » (*Archives de la paroisse*). La collaboration des paroissiens aux dépenses de la nouvelle paroisse fut remarquable. De 1902 à 1907, les registres de la paroisse sont déposés à l'église de Chénéville.

Mission de Chénéville à compter du 25 septembre 1902, elle fut desservie par le curé Adrien Guillaume et son vicaire Émile Coursol dans une modeste chapelle construite en 1903. La jeune mission étant en mesure d'accueillir dans son propre presbytère un curé à plein temps, l'archevêque d'Ottawa érigea canoniquement la nouvelle paroisse le 21 octobre 1907. M. Émile Coursol fut le premier curé résidant dès 1907, il y demeura jusqu'en 1826.

Jusque dans les années 1950, des anciens de la région désignaient encore le village de Montpellier comme « La Consolation ».

Notre-Dame-de-la-Paix (1902)

Fondation canonique : 1902

Premier curé résident : 1902

Centre communautaire :

Le seigneur Louis-Joseph Papineau avait bien prévu qu'il s'établirait une nouvelle paroisse dans le nord de sa seigneurie avant même que la paroisse de Montebello, amputée de tout le territoire de Papineauville, ne réussisse à se développer complètement dans ses côtes montagneuses sur le plateau laurentien. (*Remarques au Père Aubert, 1853 ; document déjà cité*). Sa prédiction se réalisa en 1902 avec la fondation de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Paix.

Située à environ 20 kilomètres au nord de Montebello dans l'ancienne seigneurie de la Petite-Nation, cette paroisse est une subdivision de St-André-Avellin et de Notre-Dame-de-Bonsecours. Elle forme une grande plaine au sol propice à la culture de la pomme de terre.

La paroisse fut érigée canoniquement par Mgr Duhamel le 14 janvier 1902 et civilement, le 3 octobre suivant. Le chanoine Procule Bélanger, curé de St-André-Avellin, avait supervisé les travaux de l'église et du presbytère qui furent terminés en août 1902. Le premier curé fut M. Dieudonné Bélanger; prêtre depuis neuf ans, il demeurera dix ans à Notre-Dame-de-la-Paix.

Il manque de précieux renseignements sur l'origine de cette paroisse ; il ne semble pas que la paroisse ait produit un livre souvenir à l'occasion de ses anniversaires. Le Père Alexis publia son livre en 1897. Reste le livre du Père Legros et de Sœur St-Paul publié en 1949 (**DO**) qui donne très peu de détails sur les origines de la paroisse.

Population en 2011 : plus de 700 personnes.

Cœur-Très-Pur-de-Marie de Plaisance (1900)

Fondation canonique : 1900

Premier curé résident : 1901

Église actuelle : 1901

On estime généralement que la beauté du site de cette région aurait conditionné sa dénomination, tirée de celle du bureau de poste ouvert en 1882. Le seigneur Joseph Papineau avait fait construire dès 1803 une maisonnette au sud de la localité actuelle et lui avait attribué le nom de Plaisance en souvenir d'une ville française. Le territoire constituait l'arrière-fief occupant les deux cinquièmes de la seigneurie de la Petite-Nation concédée à Joseph Papineau qui la cède à son fils en 1817. Les premiers habitants s'établissent à la **Réserve du moulin** devenue vers 1870 North-Nation Mills, près de la rivière de la Petite-Nation et forment le premier pôle industriel de la seigneurie de la Petite-Nation. La présence des chutes à proximité a permis une croissance rapide par l'implantation de moulins. (**LNQ**, p. 536).

Les informations suivantes sont tirées de *l'Histoire de Plaisance et de North-Nation Mills de 1801 à 1989* écrite par Lucien Lavoie en 1989. Quand la paroisse est fondée en 1900, il y avait de la vie dans le coin depuis près d'un siècle; elle est située à un endroit stratégique à l'embouchure de la rivière Petite-Nation, à quelques kilomètres des

chutes sur lesquelles Joseph Papineau construisit son premier moulin qui fut tenu par la suite par des hommes d'affaires entrepreneurs forestiers. Dans les années 1830, le moulin opérait deux scies, employait de 30 à 40 hommes et produisait annuellement environ un million de pieds de planches de madriers et de douves en plus de bardeaux en quantité. En 1851, on compte 52 résidents de la Côte du Moulin qui forment un petit village avec une boulangerie, une cordonnerie, une école, une boutique de forge, une menuiserie et plusieurs journaliers qui travaillent au moulin à scie avec les colons.

Le gérant de la seigneurie, Denis-Benjamin Papineau, avait construit sa résidence au cœur du village d'aujourd'hui, à l'entrée des presque îles qu'il avait reçues en fief. Avec l'arrivée du chemin de fer de la Compagnie Continental en 1877 on construisit une gare qui portait le nom de North-Nation Mills ; un petit village avec des services à la population se développa : une école, un magasin général, une cordonnerie, un magasin de linge, un commerce d'alimentation de sorte que peu à peu le village près du moulin perdit de son importance.

Au tournant du siècle, le village comptait 11 maisons, dont quatre hôtels ; il était devenu le rendez-vous de voyageurs et d'hommes de chantier entre les périodes de la coupe du bois pendant l'hiver et la drave du printemps. Après cette période de drave jusqu'à l'automne, c'était encore une affluence de près de 200 d'hommes de chantier, dont plusieurs n'avaient pas de domicile fixe et vivaient dans les hôtels ou dans des campements de toile. Les gens des chantiers venaient donc au village pour se délasser et s'amuser. Il se produisit beaucoup d'orgies et de désordre ; il y eut des bagarres entre les pensionnaires des différents hôtels.

C'est alors que la population paisible de Plaisance qui faisait partie de la paroisse de Papineauville demanda à Mgr Duhamel de fonder une paroisse distincte avec curé résident. Elle demanda au gouvernement de séparer la partie civile de Plaisance d'avec Papineauville.

Le 23 mars 1900 la paroisse fut érigée sous le nom de Cœur-Très-Pur-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie de Plaisance. Combien de familles ? Et le recensement de 1901 ?...

L'année suivante on construit l'église et le presbytère. Le coût de la construction de l'église fut de 17 000 \$ tandis que le presbytère a coûté 3 000 \$. La paroisse fut d'abord desservie par le curé de Papineauville, M. Éphrem Rochon, de mars 1900 à juin 1901. Cette séparation apporta de nombreuses difficultés avec un certain mécontentement du curé de Papineauville et des autorités municipales. Le premier curé de Plaisance fut M. Jean-Baptiste Bazinet; il demeura dix ans à la tête de cette paroisse. La liste du clergé d'Ottawa pour l'époque ne parle pas de Jean-Baptiste Bazinet ; par contre, il y a un André Bazinet, ordonné le 1^{er} juin 1901, ce qui correspondrait bien à la séquence des faits.

Les marguilliers furent Joseph Frappier, David Landriault et Xavier Bourbonnais. Les syndics pour la construction de l'église furent Régis Laflamme, Théophile Lavoie, Julien Bricault, Edmond Lalande et Placide Beaudry. Le terrain du cimetière fut donné en 1902 par la Compagnie Edwards. Le curé Bazinet fut le premier président de la commission scolaire et les commissaires, Gustave Lavoie, Jos Frappier, Gustave Gauthier et Régis Laflamme.

La partie civile de Plaisance fut fondée le 30 octobre 1900 sous le nom : municipalité de la paroisse de Coeur-Très-Pur-de-la Bienheureuse-Vierge-Marie de Plaisance ; « *ce nom a été considéré pendant longtemps comme l'un des noms les plus longs de la toponymie québécoise* » (*NLQ*, p. 536). En 1931, on devait ramener à des proportions beaucoup plus modestes le nom municipal, soit Plaisance. Antoine Perroton fut le premier maire de 1901 à 1909 et Julien Bricault, fromager, le premier secrétaire.

St-Fidèle de Fassett en 1913

Mission : 1907

Fondation canonique : 1913

Premier curé résident : 1913

Église actuelle : 1919

C'est la partie sud-est de la seigneurie. Cette paroisse est la plus récente de la Petite-Nation, la dernière du diocèse vers l'est. À sa limite est, sur la route 148, nous quittons la région de l'Outaouais pour celle des Laurentides et le diocèse de St-Jérôme. Rappelons que jusqu'en 1951,

date de fondation du diocèse de St-Jérôme, tout le secteur de Fassett jusqu'au début de la ville de Lachute appartenait encore au diocèse d'Ottawa.

Tout commence en 1905 avec l'industriel Jonathan Fassett qui fonde la Fassett Lumber Company et qui établit à cet endroit des moulins d'envergure ; se forme ensuite auprès du moulin une agglomération de travailleurs. On donne alors à la gare de chemin de fer l'appellation de Fassett. En 1906, le bureau de poste prend aussi l'appellation de la gare. (NLQ, p. 214).

St-Fidèle fut une mission de Montebello de 1907 à 1913 et c'est le curé de Montebello, Mgr Chamberland, qui venait y célébrer la messe dans une pauvre chapelle. Le nombre de fidèles se mit à augmenter et l'on pensa alors à la construction d'une église et à la fondation d'une paroisse distincte de Montebello pourtant située qu'à quelques kilomètres. La fondation canonique de la paroisse en 1913 détachait tout le secteur sud-est de l'ancienne seigneurie mais les limites de la paroisse Notre-Dame-de-Bonsecours se rendaient et se rendent encore jusqu'à l'entrée du village de Fassett.

Le premier curé résidant fut l'Abbé Jean-Mastaï Guilbault qui demeurera à la tête de la nouvelle paroisse pendant onze ans, soit jusqu'en 1924. Les paroissiens étaient pleins de vitalité et voyaient l'avenir avec beaucoup d'optimisme. Le choix du site de la nouvelle église se fit sans aucune difficulté et l'on décida qu'elle serait en pierres. Les travaux commencèrent en 1917. et occasionnèrent de très lourdes dépenses. L'église fut bénite par Mgr Charles-Hughes Gauthier, archevêque d'Ottawa le 1^{er} juin 1919.

Il y a toujours un risque d'engager dans un milieu de nouvelles institutions et de les faire dépendre de la vitalité d'une industrie unique. Les lois et les aléas du marché sont imprévisibles. C'est ce qui se produisit malheureusement à Fassett l'année qui suivit l'ouverture de l'église. En 1920, les moulins de la Compagnie Fassett Lumber cessèrent leurs activités et il ne resta plus là jusqu'en 1945. qu'une seule industrie : « Standard Chemical Industrie ». En 1949, les auteurs de **DO** (p. 415) pouvaient écrire :

« Il n'y a donc plus aucune source de revenue en ce village, sauf quelques magasins et quelques hôtelleries. Il reste la terre qui est bonne et fait assez bien vivre ses fermiers ».

Mais le plateau laurentien n'est pas loin avec sa chaîne de montagnes. Nous pourrions voir plus en détail l'histoire des hauts et des bas de cette paroisse dans la troisième section. Ce qui reste à trouver : le nombre de familles en 1913 et pourquoi le choix de St-Fidèle comme patron ?